



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 1ER AOÛT 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 1ST, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Colonial Engraving Co., Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1942, constituant en corporation: Joseph Clifford Savage, avocat, Benjamin Hammond, comptable, tous deux de St-Lambert, P.Q., et Frank Devlin Genest, avocat, de la cité de Westmount, P.Q., dans les buts suivants:

Exercer le métier de graveurs de dessins pour étoffes et tous autres tissus fibreux;

Préparer et exécuter des dessins utilisés par les industries textiles pour impressions sur étoffes et autres tissus fibreux;

Faire des plaques en métal comprenant des dessins qui seront imprimés sur des étoffes et autres tissus fibreux, et copier au pantographe telles plaques avec dessins sur des rouleaux en métal;

Tourner, polir, vernir, graver à l'eau forte et fixer sur ces rouleaux en métal des dessins pour étoffes et autres tissus fibreux;

Généralement faire les opérations qui consistent à imprimer toutes sortes de tissus et buriner des rouleaux et cylindres, sous le nom de "Colonial Engraving Co., Ltd.", avec un capital total

Letters Patent

"Colonial Engraving Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1942, incorporating: Joseph Clifford Savage, advocate, Benjamin Hammond, accountant, both of St. Lambert, P.Q., and Frank Devlin Genest, advocate, of the city of Westmount, P.Q., for the following purposes:

To carry on the business of textile engravers of designs to be printed on textile and all other fibrous materials;

To prepare and draw designs to be used by the textile trades for printing on textile and other fibrous materials;

To make metal plates containing designs to be printed on textile and other fibrous materials and to pantograph such plates with designs on metal rollers;

To turn, polish, varnish, etch and face such metal rollers with designs for textile and other fibrous materials;

Generally to engage in all kinds of textile engraving and engraving pertaining to rollers and cylinders, under the name of "Colonial Engraving Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty

de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente juin 1942.

1645 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Corona Slide Fastener Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juin 1942, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, tous deux avocats, et Ida Lazanik, bourgeoise, épouse séparée de biens de Louis Lazanik, ce dernier étant partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturier et importateur de fermoirs-éclair, estampes en métal, cuir artificiel, soieries, celluloïde, cotonnades, et faire le commerce ou vendre les produits de leur propre manufacture ou d'autres manufactures, et toutes autres marchandises, ou produits connexes à ce commerce, sous le nom de "Corona Slide Fastener Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf juin 1942.

1646 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Henry George School of Social Science"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1942, constituant en corporation sans capital-actions: John Anderson, marchand, en retraite, 464 Avenue Roslyn, cité de Westmount, P.Q., Louis Philip Boudler, gérant, 3721 Avenue de l'Oratoire, Appartement 20, Charles Leonard Huckabone, commis, Chambre 502, Gare Windsor, Gerald Francis Walsh, employé civil, Chambre 510, Edifice Aldred, tous trois de la cité de Montréal, P.Q., et Percy Leonard Mellott, commis, 386 Cinquième Avenue, en la cité de Verdun, P.Q., dans les buts suivants:

L'étude des principes de la science de l'économie politique, tels qu'établis par de grands économistes tels que *Adam Smith*, *John S. Mill*, *Herbert Spencer*, les physiocrates français, *Henry George* et autres. On désire que les étudiants accordent une scrupuleuse attention aux lois qui gouvernent la production et la distribution de la richesse, et les principes qui sont à la base du commerce et de l'échange internationaux;

Encourager le bien-être de nature ou caractère culturel, charitable, éducationnel, scientifique et social, sous le nom de "Henry George School of Social Science".

Le revenu provenant des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limité à vingt mille dollars (\$20,000) par année.

thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1942.

1645-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Corona Slide Fastener Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1942, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdrich, both advocates, and Ida Lazanik, housewife, wife separate as to property of Louis Lazanik, the latter a party to these presents for the purposes of authorizing his said wife, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and importing slide fasteners, metal stampings, artificial leather, silks, celluloid, cotton goods, and to trade in or sell the products of their own manufacture or of others, and all other goods, or products germane to this business, under the name of "Corona Slide Fastener Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1942.

1646-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Henry George School of Social Science"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: John Anderson, retired merchant, of 464 Roslyn Avenue, in the city of Westmount, P.Q., Louis Philip Boudler, manager, of 3721 de l'Oratoire Avenue, Apartment 20, Charles Leonard Huckabone, clerk, of room 502 Windsor Station, Gerald Francis Walsh, civil service employee, of room 510 Aldred Building, all three in the city of Montreal, P.Q., and Percy Leonard Mellott, clerk, of 386 Fifth Avenue, in the city of Verdun, P.Q., for the following purposes:

To study the principles of the science of political economy as laid down by great economists such as *Adam Smith*, *John S. Mill*, *Herbert Spencer*, the french physiocrates, *Henry George* and others. It is desired that students shall give close attention to the laws governing the production and distribution of wealth, and the principles which underlie international trade and exchange;

To promote cultural, charitable, educational, scientific and social welfare, nature or character, under the name of "Henry George School of Social Science".

The revenue to be derived from the immoveable property which the corporation may hold, is limited to twenty thousand dollars (\$20,000.00) per annum.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois juin 1942.

1647 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Marathon Watch Co."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1942, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, conseil en loi du Roi, et Theodore Herzl Shapiro, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, trafiquer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de montres, mouvements de montres, boîtiers, horloges, chronomètres, montres-bracelets, chaînes, de montres, courroies, pour montres;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bimbelerie, articles en cuir et accessoires de toutes sortes, articles de fantaisie, y compris ornements, bijouterie, boucles et broches.

Faire le commerce d'orfèvres pour l'argenterie, fabricants de montres et d'horloges, de même que marchands de tous matériaux, pièces, outils, machinerie et outillage connexes auxdites occupations, sous le nom de "Marathon Watch Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente juin 1942.

1648 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Morris Winchevsky Jewish Schools Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Chait, Philip Pressman, tous deux marchands, Solomon Schwartzberg, tailleur, Jacob Mamlock, mécanicien, et Dame Sonia Becker, bourgeoise, épouse séparée de biens de J. Becker et dûment autorisée aux présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Encourager, parmi les enfants de race juive, l'étude des langues hébraïques et yiddish (judéo-allemande) et des traditions juives, la formation du caractère et l'accomplissement des devoirs de tout bon citoyen, sous le nom de "Morris Winchevsky Jewish Schools Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trente juin 1942.

1649 P. FRENETTE,
Assistant-procureur général intérimaire.

The head office of the corporation will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1942.

1647-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Marathon Watch Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1942, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, King's Counsel, and Theodore Herzl Shapiro, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, job, buy, sell and deal in all kinds of watches, watch movements, watchcases, clocks, time pieces, watch bracelets, watch chains, watch straps;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in novelties, leather goods and accessories of all kinds fancy articles, including ornaments, jewellery, buckles and brooches;

To carry on the business as silversmiths, watchmakers, clock-makers, as well as dealers in all materials, parts, tools, machinery supplies and equipment of and incidental to the said occupations, under the name of "Marathon Watch Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1942.

1648-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Morris Winchevsky Jewish Schools Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Chait, Philip Pressman, both merchants, Solomon Schwartzberg, tailor, Jacob Mamlock, mechanic and Dame Sonia Becker, housewife, wife separate as to property of J. Becker and hereto duly authorized, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote the study of the Hebrew and Yiddish languages and Jewish traditions and the development of character and good citizenship among the children of the Jewish race, under the name of "Morris Winchevsky Jewish Schools Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the corporation will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1942.

1649-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Poulin & Castonguay Limitée"
"Poulin & Castonguay Limited"

"Poulin & Castonguay Limitée"
"Poulin & Castonguay Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juillet 1942, constituant en corporation: Hermance Felteau, Marguerite Déziel et Antoinette Pettigrew, secrétaires, Stanislas Germain et Guy Roberge, avocats, tous de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir une ou des usines pour le filage, le brayage, ou toute autre transformation du lin de même que de tous autres produits agricoles;

Cultiver le lin, le chanvre et tous autres produits agricoles;

Établir toutes entreprises nécessaires à l'exploitation des sous-produits du lin, du chanvre et tous autres produits agricoles;

Manufacturer en se servant des produits agricoles; faire le commerce et le négoce du lin, de la soie, du fil, du coton, de la laine, de la toile, du chanvre, et de toutes autres substances fibreuses et leurs substituts ainsi que tous produits et sous-produits de tous et chacun des objets et articles susdits manufacturés avec ou composés totalement ou partiellement desdits produits;

Créer, à St-Édouard, comté de Lotbinière, province de Québec, pour le bénéfice de la région, un centre de culture du lin et d'autres produits agricoles susceptibles de transformation industrielle et employer à cette fin tous les moyens permis en rapport avec une entreprise de ce genre, sous le nom de "Poulin & Castonguay Limitée"—"Poulin & Castonguay Limited", avec un capital total de neuf mille neuf cent cinquante dollars (\$9,950.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le nombre des directeurs de la compagnie sera de cinq.

Le siège social de la compagnie sera situé à Saint-Édouard, comté de Lotbinière, dans le district de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,
 1650-o Assistant-procureur général int.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1942, incorporating: Hermance Felteau, Marguerite Déziel and Antoinette Pettigrew, secretaries, Stanislas Germain and Guy Roberge, advocates, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish one or more plants for the spinning, crushing, or any other transformation of flax and of any other agricultural products;

To grow flax, hemp and other agricultural products;

To establish any undertakings necessary for the operation of the by-products of flax, hemp and all other agricultural products;

To manufacture with the use agricultural products; to trade and deal in flax, silk, thread, cotton, wool, linen, hemp and any other fibrous substances and their substitutes as well as all products and by-products of all and any of the aforesaid objects and articles manufactured with or composed totally or partially of the said products;

To create, at St-Édouard, county of Lotbinière, Province of Quebec, for the benefit of the region, a center for the growing of flax and other agricultural products capable of being transformed for industrial purposes and for such purpose to make use of any means permitted in connection with an undertaking of this nature, under the name of "Poulin & Castonguay Limitée"—"Poulin & Castonguay Limited", with a total capital stock of nine thousand nine hundred and fifty dollars (\$9,950), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of a par value of fifty dollars (\$50) each.

The number of directors of the company shall be five.

The head office of the company shall be at Saint-Édouard, county of Lotbinière, district of Quebec, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1942.

P. FRENETTE,
 1650 Acting Deputy Attorney General.

"Super Cold Products (Canada) Ltd."

"Super Cold Products (Canada) Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1942, constituant en corporation: Ben Bernstein et John Albert Engel, conseils en loi du Roi, et Berthe Maysenhoelder, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, faire usage, importer, exporter et faire le commerce de réfrigérants, machinerie et attirail pour réfrigération, dispositifs mécaniques et électriques, machines, moteurs, outillage et appareils de toutes sortes, meubles, fournitures, appareils et accessoires de ménage et de commerce; et dispositifs pour la production, la génération et l'usage de la lumière, chaleur ou force motrice, de même que matériaux ou accessoires connexes à iceux; agir comme marchands, distributeurs et agents, généralement, desdits produits, sous le nom de "Super Cold Products

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1942, incorporating: Ben Bernstein and John Albert Engel, His Majesty's Counsels learned in the law, and Berthe Maysenhoelder, fille majeure et usant de ses droits, Secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, use, import, export and deal in refrigerators, refrigerating machinery and appliances, mechanical and electric devices, machines, engines, specialties and apparatus of all kinds, furniture, furnishings, household and commercial appliances and fixtures; and devices for the production, generation or use of light, heat or power, as well as supplies or accessories connected therewith; to act as dealers, distributors and agents generally in the said products, under the name of "Super Cold Products (Canada) Ltd.", with a total capital stock of forty-

(Canada) Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-trois juin 1942.

1651 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1942.

1651-o^e L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LACHINE

CITY OF LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Emile Daoust, greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel de ville, dans la cité de Lachine, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, générales, spéciales et scolaires dues à ladite cité, à moins que lesdites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned Emile Daoust, City Clerk of the City of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, S.R.Q. 1941, the immovables hereunder described will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the City of Lachine, the THIRD day of SEPTEMBER, nineteen hundred and forty-two, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City, unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine — Town of Lachine

N ^o d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N ^o Cadastre Cadastral No.	Subdivi- sion Subdivi- sion	Taxes gén. Scol. spéc. am. locales Gen. School Spec. local Imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total
1 (1)	Builders & Realtors Limited	1B.	Pt. 3.	\$ 57.69	\$ 6.53	\$ 64.22
2 (2)	Builders & Realtors Limited	1B.	Pt. 8.	306.72	32.82	339.54
3	Builders & Realtors Limited	1B.	9.	321.91	33.78	355.69
4	Builders & Realtors Limited	1B.	10.	328.36	34.52	362.88
5	Builders & Realtors Limited	1B.	11.	395.24	39.75	434.99
6	Builders & Realtors Limited	1B.	12.	783.21	80.45	863.66
7 (3)	Campbell, Duncan A.	55	Pt. 3.	93.29	9.88	103.17
8 (4)	Duval, Edmond Hyllier	Pt. S. 68. Pt. N. 69		361.62	25.00	386.62
9	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	66.	68.02	3.66	71.68
10	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	67.	67.44	3.62	71.06
11	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	68.	71.29	3.82	75.11
12	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	92.	116.37	6.36	122.73
13	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	93.	116.39	6.36	122.75
14	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	94.	116.99	6.37	123.36
15	Amos Dawes Realty Company Limited	178.	95.	117.90	6.42	124.32
16 (5)	Vallières, Evelyne Emilia, épouse de-wife of Gustave Drouin	181. Et bâtisse ing.	53. -and build- ing.	2,076.98	80.55	2,157.53
17 (6)	Ferry Gardens Limited	181. Pt. O.-W. 54	49. 50.			
18	Succ.-Est. Albert F. Dawes	184.	Pt. 109.	154.91 29.48	12.09 3.10	167.00 32.58

Etant une ruelle sujet aux droits de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Being a lane subject to the rights of way of all those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable

19 Succ.-Est. Albert F. Dawes 184. 148. 40.01 3.41 43.42

Etant une ruelle sujet aux droits de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Being a lane subject to the rights of way of all those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Ville de Lachine (suite) — Town of Lachine (continued)

N ^o d'ordre	Propriétaires cotisés	N ^o Cadastré	Subdivi- sion	Taxes gén. Seol. spéc. am. locales	Intérêt	Grand
Order No.	Assessed Proprietors	Cadastral No.	Subdivi- sion	Gen. School Spec. local Imp. taxes	Interest	total
20 (7)	Rousseau, Lionel.....	184.....	Pt. N. 213			
		184.....	214-2	41.49	1.49	42.98
21 (8)	Dawes Realty Company Limited.....	Pt. 188.....		114.12	5.77	119.89
22	Amos Dawes Realty Company Limited.....	194.....		96.20	5.50	101.70
23	Amos Dawes Realty Company Limited.....	195.....		116.27	9.51	125.78
24	Amos Dawes Realty Company Limited.....	196.....	1.....	32.16	1.72	33.88
25	Amos Dawes Realty Company Limited.....	196.....	5.....	19.66	1.05	20.71
26 (9)	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	Pt. S. O-W			
			4.....	1,114.89	89.07	1,203.96
27	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	5.....	184.49	15.37	199.86
28	Amos Dawes Realty Company Limited.....	199.....	11.....	770.24	60.53	830.77
29 (10)	Amos Dawes Realty Company Limited.....	Pt. 209.....		77.63	4.96	82.59
30	Amos Dawes Realty Company Limited.....	214.....		452.39	24.71	477.10
31	Succ.-Estate Isaac Shulman.....	238.....	313.....	10.30	0.55	10.85
32 (11)	Succ.-Estate J.-A. Descarries.....	293.....	Pt. N. 262.....	54.15	4.30	58.45
33	Dzvidson, A.-Albert.....	293.....	477.....	108.55	5.82	114.37
34	Lichtenstein, Lea, Mademoiselle-Miss.....	709.....	757.....	62.19	4.50	66.69
35	Lichtenstein, Lea, Mademoiselle-Miss.....			43.80	3.45	47.25
Bâtisse en bois seulement, autrefois occupée comme abattoir, située sur la partie Ouest des subdivisions officielles 757, 758 et 759, du lot originaire N ^o 709 des plan et livre de renvoi officiels pour la Ville de Lachine, ladite bâtisse étant de forme irrégulière et composée d'une partie principale mesurant environ 23 pieds et 9-10 par environ 30 pieds et demi, plus ou moins, et de deux parties plus petites dont l'une mesurant environ 8 pieds et demi par environ 4 pieds et demi, plus ou moins, et l'autre mesurant environ 9 pieds et 6-10 par environ 15 pieds et 4-10, plus ou moins, et ayant front sur (la 12 ^{ème} Avenue, à Lachine). Ladite bâtisse devant être enlevée par l'acquéreur après une année de la date de la vente et non antérieurement.						
Wooden building only, formerly occupied as a slaughter-house, situate on the West part of official subdivisions 757, 758 and 759, of original lot No. 709 of the official plan and book of reference for the Town of Lachine, the said building being of irregular figure and composed of a main part measuring about 23 feet and 9-10 by about 30 feet and one half, more or less, and of two smaller parts one measuring about 8 feet and one half by about 4 feet and one half, more or less, and the other measuring about 9 feet and 6-10 by about 15 feet and 4-10, more or less, and fronting on (12th Avenue, at Lachine). The said building to be removed by the purchaser one year from the date of sale and not before then.						
36 (12)	Fournier, Arthur.....	753.....	3.....			
		et bât.-and	buildings.....	1,027.23	45.41	1,072.64
37	Fournier, Arthur.....	753.....	6.....	225.48	15.38	240.86
38	Fournier, Arthur.....	753.....	92.....	267.49	24.02	291.51
39	Fournier, Arthur.....	753.....	93.....	385.38	34.66	420.04
40 (13)	Fournier, Arthur.....	753.....	96.....			
		et bât.-and	buildings.....	249.27	20.54	269.81
41 (14)	Fournier, Arthur.....	753.....	97.....			
		et bât.-and	buildings.....	1,210.88	93.70	1,304.58
42 (15)	Fournier, Arthur.....	753.....	98.....			
		et bât.-and	buildings.....	1,135.81	74.90	1,210.71
43	Campbell, Edith K., Campbell, Douglass E., Campbell Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.....	753.....	535.....	91.97	7.53	99.50
44	Campbell, Edith K., Campbell, Douglass E., Campbell, Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.....	753.....	536.....	91.96	7.52	99.48
45	Succ.-Est. Matejec, Catherine, épouse de-wife of Nicholas Elichieck.....	753.....	1025.....	11.94	0.59	12.33
46	Succ.-Estate James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1042.....	85.81	6.80	92.61
Etant une rue (Septième Avenue) sujet à tous les droits de passage et de servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.						
Being a street (Seventh Avenue) subject to all rights of way and active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.						
47	Succ.-Estate James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1080.....	5.31	0.36	5.67
Etant une ruelle sujet à toutes les servitudes de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.						
Being a lane subject to all the servitudes of passage in favour of those having a right thereto and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.						
48	Succ.-Est. James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1126.....	4.33	0.33	4.66
Etant une ruelle sujet au droit de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.						
Being a lane subject to right of way in favour of those having a right thereto and subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.						
49	Succ.-Est. James Armstrong, Succ.-Est. John Cook.....	753.....	1133.....	76.31	6.09	82.40

Paroisse de Lachine — Parish of Lachine

N ^o d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N ^o Cadastré Cadastral No.	Subdivi- sion Subdivi- sion	Taxes gén. Seol. spéc. am. locales Gen. School Spec. local Imp. taxes	Intérêt Interest	Grand total
50	Succ.-Est. John Forbes.	894	75	94.46	6.38	100.84
51 (16)	Campbell, Duncan A.	Pt. 899		1,569.37	146.17	1,715.54
52 (17)	Campbell, Duncan A.	Pt. 899		918.00	94.64	1,012.64
53	Colguhorn, Jean, épouse de-wife of Jacob J. Sophus.	915	76	58.76	4.29	63.05
54	Colguhorn, Jean, épouse de-wife of Jacob J. Sophus.	915	77	59.01	6.10	65.11
55	Phillips, Edward W. H., Penny, G. Edward, Hague, Henry J.	915	109	31.16	1.67	32.83
56	Quality Home Corporation	916	102	559.97	59.26	619.23
57	Campbell, Edith K., Campbell Douglass E., Campbell, Mabel M., Campbell, Howard S., Campbell, Evelyn V., Campbell, Leslie E., Campbell, Hilda M., épouse de-wife of T. Nisbet, Campbell, Lawrence James, Campbell, Lily M., épouse de-wife of Herbert C. Green.	916	238	183.35	15.06	198.41

(1) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue St-Joseph étant la partie sud-ouest du lot N^o 3 de la subdivision officielle du lot N^o 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de figure irrégulière et mesurant 29 pieds et 4 pouces sur la rue St-Joseph; 54 pieds et 9 pouces dans sa ligne sud-est et 59 pieds et 9 pouces dans sa ligne nord et contenant une superficie d'environ 807 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par ladite rue St-Joseph, vers le sud-est par le lot N^o 8 de la subdivision officielle dudit lot N^o 1B et vers le nord par le résidu dudit lot N^o 3 de ladite subdivision dudit lot N^o 1B, la propriété de la Cité de Lachine.

(1) An emplacement situe dans la Cité de Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on St-Joseph street, being the South-West part of lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 1B of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, of irregular figure and measuring 29 feet and 4 inches on St-Joseph street; 54 feet and 9 inches in its South-East line and 59 feet and 9 inches in its North line and containing in area about 807 feet, English measure and more or less, bounded in front by the said St-Joseph street, on the South-East by lot No. 8 of the official subdivision of said lot No. 1B and towards the North by the residue of said lot No. 3 of the said subdivision of said lot No. 1B the property of the City of Lachine.

(1) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue St-Joseph et étant une partie du lot N^o 8 de la subdivision officielle du lot N^o 1B des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, de figure irrégulière et mesurant 81 pieds 6 pouces sur la rue St-Joseph, 54 pieds 9 pouces dans sa ligne nord-ouest, 33 pieds 9 pouces dans sa ligne nord, 28 pieds et 11 pouces dans sa ligne nord-est, et 90 pieds 3 pouces dans sa ligne sud-est et ayant une superficie totale d'environ 5091 pieds carrés mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par ladite rue St-Joseph, vers le nord-ouest par cette partie du lot N^o 3 de la subdivision du lot N^o 1B, vers le nord par le résidu dudit lot N^o 8 de la subdivision officielle du lot N^o 1B, la propriété de la Cité de Lachine, vers le nord-est par le lot N^o 4 de la subdivision dudit lot N^o 1B et vers le sud-est par le lot N^o 9 de la subdivision dudit lot N^o 1B.

(2) An emplacement situe dans la Cité de Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on St-Joseph street and being a part of lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 1B of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, of irregular figure and measuring 81 feet 6 inches on St-Joseph street, 54 feet 9 inches in its North-West line, 33 feet 9 inches in its North line, 28 feet and 11 inches in its North-East line, and 90 feet 3 inches in its South-East line and having a total area of about 5,091 square feet, English measure and more or less, bounded in front by said St-Joseph street, on the North-West by that part of lot No. 3 of the subdivision of lot No. 1B, towards the North by the residue of said lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 1B, the property of the City of Lachine, to the North-East by lot No. 4 of the subdivision of said lot No. 1B and towards the South-East by lot No. 9 of the subdivision of said lot No. 1B.

(3) Un emplacement situé sur la Quarante-Quatrième Avenue, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné comme partie nord du lot N^o 3 de la subdivision du lot N^o 55 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, ayant une superficie d'environ 8,283 pieds et mesurant 50 pieds de largeur par 166 pieds de profondeur dans sa ligne nord et 165 pieds et 4 pouces dans sa ligne sud et borné comme suit: en avant du côté est par la Quarante-Quatrième Avenue, en arrière du côté ouest par partie du lot originaire N^o 899, d'un côté vers le nord par partie du lot originaire N^o 55 et de l'autre côté vers le sud par le résidu dudit lot N^o 3 de la subdivision officielle du lot N^o 55 avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(3) An emplacement situe on Forty-fourth Avenue, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier known and designated as being the North part of lot No. 3 of the subdivision of lot No. 55 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, having an area of about 8,283 feet and measuring 50 feet in width by 166 feet in depth in its North line and 165 feet and 4 inches in its South line and bounded as follows: in front on the East side by Forty-fourth Avenue, in rear on the West side by a part of original lot No. 899, on one side to the North by a part of original lot No. 55 and on the other side towards the South by the residue of said lot No. 3 of the official subdivision of lot No. 55—with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(4) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la Quarante-Quatrième Avenue et composé des lots suivants, savoir:

a) De la partie sud du lot N^o 68 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine contenant 40 pieds de largeur par 156 pieds de profondeur et ayant une superficie de 6,236 pieds mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en avant, vers l'ouest, par la Quarante-Quatrième Avenue; en arrière, vers l'est, par le lot N^o 152 du même cadastre; vers le nord par le résidu dudit lot N^o 68 et de l'autre côté, vers le sud, par le lot N^o 69 ci-après décrit.

b) De la partie nord du lot N^o 69 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant 48 pieds de largeur, en avant dans sa ligne ouest; 156 pieds de profondeur dans sa ligne nord; 48 pieds de

(4) An emplacement situe dans la Cité de Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on Forty-fourth Avenue and comprised of the following lots, namely:

a) The South part of lot No. 68 of the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 40 feet in width by 156 feet in depth and having an area of 6,236 feet, English measure and more or less, and bounded as follows: in front, to the West, by Forty-fourth Avenue; in rear, towards the East, by lot No. 152 of the same cadastre towards the North by the residue of said lot No. 68 and on the other side to the South, by lot No. 69 hereinafter described.

b) The North part of lot No. 69 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 48 feet in width in front in its West line; 156 feet in depth in its North line; 48 feet in width in rear in its

largeur en arrière dans sa ligne est et 156 pieds 4 pouces de profondeur dans sa ligne sud et borné comme suit: en avant, vers l'ouest par la Quarante-quatrième avenue; en arrière, vers l'est par le lot N° 152 du même cadastre; d'un côté, vers le nord par le lot 68 et de l'autre côté vers le sud par le résidu dudit lot N° 69 comme le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives sans aucune exception ni réserve, et affecté par une ligne homologuée.

(5) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la Trente-sixième Avenue, composé:

a) Du lot N° 53 de la subdivision du lot N° 181 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine.

b) D'un lopin de terre de forme régulière situé sur la rue Notre-Dame, en la Cité de Lachine, et étant la plus grande partie du lot N° 54 de la subdivision officielle du lot originaire N° 181 (181 p. g. Pte. 54) du Cadastre de la Ville de Lachine. Ledit lopin de terre particulièrement décrit:

a) est contigu au lot N° 181-53 dudit cadastre sur le côté est d'icelui.

b) mesure 52 pieds et sept dixièmes de pied en avant et en arrière depuis la jonction de la ligne ouest dudit lopin de terre et de la ligne est dudit lot N° 181-53 et de là en allant vers l'est et 170 pieds de profondeur.

c) contient une superficie de 8,959 pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

d) est borné comme suit: en avant vers le nord par la rue Notre-Dame, en arrière, vers le sud, partie par partie du lot N° 181-32 dudit cadastre et partie par partie du lot 181-33 d'un côté vers l'est par le résidu dudit lot N° 181-54 dudit cadastre, de l'autre côté, vers l'ouest par 181-53 dudit cadastre avec les bâtisses dessus érigées et portant les Nos 4, 6, et 8 de la Trente-sixième Avenue de la Cité de Lachine, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(6) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une ruelle ayant front sur la rue Notre-Dame et composé du lot N° 49 de la subdivision officielle du lot N° 184 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et du lot N° 50 de la subdivision officielle dudit lot N° 184 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, lesdits lots sujets au droit de passage en faveur de tous ceux qui y ont droit et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

(7) Un emplacement ayant front sur la Trente-quatrième Avenue, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, et composé des lots suivants, savoir:

a) le lot N° 2 de la resubdivision du lot N° 214 de la subdivision du lot N° 184 de la ville de Lachine.

b) de la partie nord du lot N° 213 de la subdivision du lot N° 184 mesurant 4 pieds de large par 100 pieds de profondeur, et bornée comme suit: du côté ouest en front, par la Trente-quatrième Avenue, du côté est, en arrière, par le lot N° 216 de la subdivision officielle du lot N° 184 du même cadastre, du côté nord par le lot ci-dessus décrit, et du côté sud par le résidu dudit lot N° 213 de la subdivision officielle du lot N° 184, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(8) Un emplacement ayant front sur la rue St-Joseph étant une partie du lot originaire N° 188 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant 41 pieds et 9 pouces en avant, sur la rue St-Joseph, 63 pieds et 2 pouces en arrière, et 109 pieds et 6 pouces dans sa ligne ouest et 118 pieds dans sa ligne est, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front, par la rue St-Joseph, en arrière, par le lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 196 du même cadastre, d'un côté, vers l'ouest par une partie du lot N° 188 et de l'autre côté, vers l'est, par une autre partie du lot N° 188 appartenant à Dame Veuve Z. Blanchard, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(9) Une partie de lot ayant front sur la rue Notre-Dame, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connue comme étant la partie sud-ouest du lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 199 (199 S.O. Pt. 4) des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, dans ledit comté de Jacques-Cartier, de forme irrégulière, mesurant 163 pieds et 10 pouces de largeur, en front, sur la rue Notre-Dame et 170 pieds et 3 pouces de largeur, en arrière, par une profondeur de 103 pieds et 1 pouce, dans sa ligne ouest et 152 pieds dans sa ligne est et bornée comme suit: en front, vers le sud, par la rue Notre-Dame, en arrière, vers le nord, par le droit de passage du chemin de fer Canadien National, sur un côté vers l'ouest, par le lot N° 5 de la subdivision officielle dudit lot N° 199 et sur l'autre côté, vers l'ouest, par le résidu dudit lot

East line and 156 feet 4 inches in depth in its South line and bounded as follows: in front, towards the West by Forty-fourth Avenue; in rear, towards the East by lot No. 152 of the same cadastre: on one side, to the North by lot 68 and on the other side to the South by the residue of said lot No. 69, as the whole presently subsists with all the active and passive servitudes without exception nor reserve, and affected by a homologated line.

(5) An emplacement situate in the City of Lachine, in the County of Jacques-Cartier, fronting on Thirty-sixth Avenue, composed of:

a) Lot No. 53 of the subdivision of lot No. 181 of the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine.

b) A parcel of land of regular figure situate on Notre-Dame street, in the City of Lachine, and being the greatest part of lot No. 54 of the official subdivision of original lot No. 181 (181 g. p. Pt. 54) of the cadastre of the Town of Lachine. The said parcel of land being more amply described: as:

a) contiguous to lot No. 181-53 of said cadastre on the East side of same.

b) measuring 52 feet and seven tenths of a foot in front and in rear from the junction of the West line of said parcel of land and the East line of said lot No. 181-53 and thence running Eastward and 170 feet in depth.

c) containing an area of 8,959 feet, English measure and more or less.

d) Bounded as follows: in front towards the North by Notre-Dame street, in rear, towards the South, partly by a part of lot No. 181-32 of said cadastre and partly by a part of lot 181-33, on one side towards the East by the residue of said lot No. 181-54 of said cadastre, on the other side, towards the West by 181-53 of said cadastre—with the buildings thereon erected bearing Nos. 4, 6 and 8 of Thirty-sixth Avenue of the City of Lachine, as the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(6) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being a lane fronting on Notre-Dame street and composed of lot No. 49 of the official subdivision of lot No. 184 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine and of lot No. 50 of the official subdivision of said lot No. 184 of the same official plan and book of reference, the said lots subject to right of way in favour of those having a right thereto and to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes.

(7) An emplacement fronting on Thirty-fourth Avenue, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, and composed of the following lots, namely:

a) Lot No. 2 of the resubdivision of lot No. 214 of the subdivision of lot No. 184 of the Town of Lachine.

b) The North part of lot No. 213 of the subdivision of lot No. 184 measuring 4 feet in width by 100 feet in depth, and bounded as follows: on the West side in front, by Thirty-fourth Avenue, on the East side, in rear, by lot No. 216 of the official subdivision of lot No. 184 of the same cadastre, on the North side by the lot above described, and on the South side by the residue of said lot No. 213 of the official subdivision of lot No. 184, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(8) An emplacement fronting of St. Joseph street, being a part of original lot No. 188 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 41 feet and 9 inches in front of St. Joseph street, 63 feet and 2 inches in rear, and 109 feet and 6 inches in its West line and 118 feet in its East line, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: in front, by St. Joseph street, in rear, by lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 196 of the same cadastre, on one side, towards the West by a part of lot No. 188 and on the other side, towards the East, by another part of lot No. 188 belonging to Dame Widow Z. Blanchard, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(9) A part of lot fronting on Notre-Dame street, in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, known as being the South-West part of lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 199 (199 S.W. Pt. 4) on the official plan and in the book of reference of the Town of Lachine, in the said county Jacques-Cartier, of irregular figure, measuring 163 feet and 10 inches in width, in front, on Notre-Dame street and 170 feet and 3 inches in width, in front, on Notre-Dame street and 170 feet and 3 inches in width, in rear, by a depth of 103 feet and 1 inch, in its West line, and 152 feet in its East line and bounded as follows: in front, towards the South, by Notre-Dame street, in rear, towards the North, by the right of way of the Canadian National Railway, on one side towards the West, by lot No. 5 of the official subdivision of said lot No. 199 and on

N° 4 de la subdivision officielle dudit lot N° 199 la propriété de Monsieur Carmichael, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes passives et actives sans aucune réserve ni exception.

(10) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une partie du lot N° 209 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, ayant une superficie totale d'environ 8,218 pieds et mesurant dans sa ligne sud 133 pieds et 5 pouces, dans sa ligne nord 139 pieds et 4 pouces, dans sa ligne est 59 pieds et dans sa ligne ouest 63 pieds et borné comme suit: d'un côté, vers le sud, par la Vingt-septième Avenue et par les lots Nos 210 et 222 du cadastre de la Ville de Lachine, de l'autre côté, vers le nord, par le droit de passage du chemin de fer Canadien National, lot N° 802 du cadastre de la Ville de Lachine, vers l'est par partie du lot N° 232 du cadastre de la Ville de Lachine et vers l'ouest par le résidu dudit lot N° 209 sujet aux droits de passage en faveur du résidu dudit lot N° 209 à pied ou en voiture et pour les animaux, en tout temps, de façon à permettre l'entrée et la sortie sur la Vingt-septième Avenue et sujet à toutes autres servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(11) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant une ruelle et désigné comme partie du lot N° 262 de la subdivision officielle du lot N° 293 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine, mesurant 280 pieds de longueur par 15 pieds de largeur et borné comme suit: vers le nord, par le lot N° 274 de la subdivision officielle du lot N° 293 du même cadastre; vers le sud, par la prolongation de la ligne sud des lots Nos 255 et 267 de la subdivision officielle dudit lot N° 293; vers l'est, par les lots Nos 266 à 273 inclusivement de la subdivision dudit lot N° 293 (293-266 à 273); vers l'ouest par les lots Nos 254 à 261 de la subdivision officielle du lot N° 293 du même cadastre (293-254 à 261), ledit lot ayant une superficie totale d'environ 4,200 pieds, sujet au droit de passage de tous ceux y ayant droit et à toutes les servitudes actives et passives, pouvant affecter ledit immeuble.

(12) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue Victoria avec toutes les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant de les prendre dans l'état où elles se trouvent et clore lesdites bâtisses s'il y a lieu, à ses frais; le tout spécialement sujet à tous les droits et servitudes actives en faveur du susdit lot et spécialement sujet au droit d'avoir des fenêtres, balcons, galeries et autres ouvertures existantes dans lesdites bâtisses construites sur ledit lot en autant que ces droits peuvent exister en vertu d'un acte consenti par Dame Nélida Quesnel, épouse séparée de biens de Arthur Fournier et Dame Albina Décar, enregistré au Bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le N° 378161, et sujet à toutes les servitudes passives en faveur du lot N° 4 de la subdivision officielle du lot N° 753 du cadastre de la Ville de Lachine, et sujet, aussi, à toutes autres servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(13) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, étant le lot N° 96 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(14) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant le lot N° 97 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(15) Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant le lot N° 98 de la subdivision officielle du lot N° 753 des plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine avec les bâtisses ou parties de bâtisses dessus construites, l'adjudicataire s'engageant à prendre lesdites bâtisses dans l'état où elles se trouvent et même à les clore s'il y a lieu, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

(16) Cette partie non subdivisée du lot originaire N° 899 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

the other side, towards the West, by the residue of said lot No. 4 of the official subdivision of said lot No. 199 the property of Monsieur Carmichael, as the whole presently subsists with the active and passive servitudes without exception or reserve.

(10) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being a part of lot No. 209 of the official plan and book of reference of the Town of Lachine, having a total area of about 8,218 feet and measuring in its South line 133 feet and 5 inches, in its North line 139 feet and 4 inches, in its East line 59 feet and in its West line 63 feet and bounded as follows: and on one side, towards the South by Twenty-seventh Avenue and by lots Nos. 210 and 222 of the cadastre of the Town of Lachine, on the other side, towards the North, by the right of way of the Canadian National Railway, lot No. 802 of the cadastre of the Town of Lachine, towards the East by a part of lot No. 232 of the cadastre of the Town of Lachine and towards the West by the residue of lot No. 209, subject to rights of way in favour of the residue of said lot No. 209 on foot and with vehicle and for animals, at any time so as to permit ingress and egress on Twenty-seventh Avenue and subject to all other active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(11) An emplacement situate in the City of Lachine, the county of Jacques-Cartier, being a lane and designated as being a part of lot No. 262 of the official subdivision of lot No. 293 on the official cadastral plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 280 feet in length by 15 feet in width and bounded as follows: towards the North by lot No. 274 of the official subdivision of lot No. 293 of the same cadastre; towards the South, by the prolongation of the South line of lots Nos. 255 and 267 of the official subdivision of said lot No. 293; towards the East by lots Nos. 266 to 273 inclusively of the subdivision of said lot No. 293 (293-266 to 273); towards the West by lots Nos. 254 to 261 of the official subdivision of lot No. 293 of the same cadastre (293-254 to 261), the said lot having a total area of about 4,200 feet, subject to right of way of all those having a right thereto and to all the active and passive servitudes, which may affect the said immovable.

(12) An emplacement situate in the City of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on Victoria street, with all the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept them in their present state and to fence in the said buildings, if necessary, at his expense; the whole particularly subject to all the rights and active servitudes in favour of the aforesaid lot and specially subject to the right of having windows, balconies, galleries and other openings existing in and on the said buildings erected on the said lot in so far as these rights may exist under a deed consented by Dame Nélida Quesnel, wife separate as to property of Arthur Fournier and Albina Décar, registered in the Registry Office for the Montreal Division, under No. 378161, and subject to all passive servitudes in favour of lot No. 4 of the official subdivision of lot No. 753 of the cadastre of the Town of Lachine and subject, also, to all other active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(13) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, being lot No. 96 of the official subdivision of lot No. 753 on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them, in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovable.

(14) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, being lot No. 97 of the official subdivision of lot No. 753 on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them, in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(15) An emplacement fronting on Victoria street, in the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, being lot No. 98 of the official subdivision of lot No. 753, on the official plan and book of reference of the Town of Lachine, with the buildings or parts of buildings thereon erected, the purchaser binding himself to accept the said buildings in their present state and also to fence them in if necessary, subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

(16) That unsubdivided part of original lot No. 899 on the official plan and book of reference of the Parish

de Lachine à l'exclusion des lots Nos 337, 429, 456 et 460 de la subdivision officielle dudit lot N° 899 enclavé, sous réserve des servitudes et des droits de passage attachés audits quatre lots, ladite portion étant bornée comme suit: en avant, vers le sud, par les terrains du chemin de fer Canadien National connu sous le N° 1037 de ladite paroisse de Lachine, du côté ouest par partie du lot originaire N° 898, du côté nord par le Boulevard Métropolitain et du côté est par la ligne de division entre la paroisse et la ville de Lachine, ayant une superficie totale d'environ 37,068 arpents, mesure française.

(17) Un emplacement situé dans la Cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier étant une partie des lots Nos 899, ayant une superficie de 39,672 arpents et borné comme suit: vers le sud, par les voies du chemin de fer Canadien Pacifique, étant le lot N° 1029 des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, de l'autre côté vers le nord par les limites de la Cité de Lachine, d'un autre côté vers l'est, par partie du lot N° 55 et de l'autre côté vers l'ouest par partie du lot N° 898 du même cadastre, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Donné sous mon seing, à Lachine, ce vingt-deuxième jour de juillet, mil neuf cent quarante-deux.

(Seau).

Le greffier de la cité de Lachine,
1643—30-2-o ÉMILE DAOUST.

Province de Québec.—District de Chicoutimi.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 24 juillet 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207), de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, à Ste-Anne, le VINGT-SIX AOÛT 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble sera retiré de la vente si les versements échus sur les taxes consolidées et toutes les taxes municipales exigibles, à l'exception de celles de l'année 1942, sont payés avant le moment de la vente.

1. Mme Vve Alfred Tremblay.—Le lot numéro 107 situé dans le premier rang ouest du canton Tremblay, ainsi connu et désigné au cadastre officiel du village de Ste-Anne, avec bâtisses et dépendances, et toutes servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, ce 25ème jour de juillet 1942.

Le secrétaire-trésorier,
1659—31-2-o JEAN BOUCHER.

Province de Québec, District de Montréal

VILLE SAINT-LAURENT
Comté Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, Greffier de la Ville Saint-Laurent, que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique à la salle de l'Ecole Beaudet en la Ville Saint-Laurent, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent qua-

of Lachine, with the exception of lots Nos. 337, 429, 456 and 460 of the official subdivision of said lot No. 899 enclosed, under reserve of servitudes and of rights of passage attached to the said four lots, the said part being bounded as follows: in front towards the South, by the lands of the Canadian National Railway, known as being No. 1037 of the said parish of Lachine, on the West side by part or original lot No. 898, on the North side by Boulevard Métropolitain and on the East side by the division line between the Parish and the Town of Lachine, having a total area of about 37,068 arpents French measurement.

(17) An emplacement situate in the City of Lachine, county of Jacques-Cartier, being a part of lot No. 899, having an area of 39,672 arpents and bounded as follows: towards the South by the Canadian Pacific Railway being lot No. 1029 on the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, on the other side towards the North, by the limits of the City of Lachine, on another side towards the East by part of lot No. 55 and on the other side towards the West by part of lot No. 898 of the same cadastre—subject to all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Given under my hand, at Lachine, this twenty-second day of July, nineteen hundred and forty-two.

(Seal)

ÉMILE DAOUST,
Clerk of the City of Lachine.

Province of Quebec.—District of Chicoutimi.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 24th July, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of articles 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the Municipality of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold by public auction, in the Council Room of the Village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, at Ste-Anne, the TWENTY-SIXTH of AUGUST, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable shall be withdrawn from the sale if the instalments due on the consolidated taxes and all the municipal taxes due, with the exception of those for the year 1942, be paid before the sale.

1. Mrs. Wid. Alfred Tremblay:—Lot No. 107, situate in the first west range of the township Tremblay, thus known and designated on the official cadastre of the Village of Ste-Anne—with buildings and dependencies, and all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

The purchase price shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this 25th day of July, 1942.

JEAN BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec, District of Montreal

TOWN OF ST. LAURENT
County of Jacques Cartier

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, clerk of the Town of St. Laurent that the immovables hereinafter described will be sold by public auction, at the Beaudet School in the Town of St. Laurent, TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST nineteen hundred

rante-deux (25 août 1942) à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales et cotisations scolaires avec intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

and forty-two, (August the 25th, 1942) at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time) to satisfy to the payment of the Municipal (ordinary and special) and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement and the cost which shall be subsequently incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom du Propriétaire Name of Owner	Números - Numbers Cadastre et subdivisions Cadastral and subdivisions
Charlebois, C. T., succ.-estate.	242-80
Woronka, Georges.	242-781a, 782a, 783a
Burns, Mde-Mrs. A. Vve-Widow.	242-866a, 867a, 868a
Hill, R. G.	241-67, 235
Wright, Mde-Mrs. A. Vve-Widow.	241-277, 278
Butler, H. G.	241-217
Dixon, C. T., succ.-estate.	241-2a, 3a, 4a, 5, 6
Armstrong, T. A.	241-7, 8, 9
Watkins, Ed.	241-82, 83
Campbell, I., succ.-estate.	241-249, 250, 251, 252
Wiggins, John.	465-279
Carta, Rosette, Marguerite, Antoinette & Marie.	465-320
Aumais, J.-A.	465-633

Un emplacement situé sur la rue St-Mathieu, en la ville Saint-Laurent appartenant à MM. Ludger et Pierre Boyer connu comme faisant partie du numéro 455 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent contenant 54 pieds de front sur 143 pieds de profondeur, plus ou moins, tenant en front à la dite rue St-Mathieu en arrière à une partie du numéro originaire quatre cent cinquante-quatre, subdivision 248, appartenant à M. Joseph Gohier, joignant d'un côté Paul-Emile Laperrière et de l'autre côté Joseph Hébert, avec bâtisses dessus érigées.

An emplacement situated on St. Matthew Street in the town of St. Laurent, belonging to Messrs. Ludger and Pierre Boyer, known and designated as forming part of number four hundred and fifty-five (P.455) of the plan and book of reference of the parish of St. Laurent, containing 54 feet in front by 143 feet in depth, more or less, bounded in front on said St. Matthew Street, in rear on a part of original number four hundred and fifty-four, subdivision number two hundred and forty-eight (454-248) belonging to Joseph Gohier, joining on one side, Paul-Emile Laperrière and on the other side Joseph Hébert, with buildings erected thereon.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, appartenant à Madame Vve James Patton composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent in the county of Jacques Cartier, belonging to Mrs. Widow James Patton composed of the following lots:

A.—De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle numéro cinq cent soixante-quinze lettre A, (242-P575a) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, étant en réalité le lot total, exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est dudit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien; ladite partie du lot numéro 575a de ladite subdivision présentement vendue étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 574a dans la ligne sud-ouest par la subdivision numéro 611a, dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 576a et dans la ligne nord-est par le résidu du dit lot de ladite subdivision 575a qui a été détaché pour l'élargissement dudit Boulevard O'Brien.

A.—Of the largest part of the original lot number two hundred and forty-two official subdivision number five hundred and seventy-five letter A (242-P.575a) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot for the widening of O'Brien Boulevard the said part of lot number 575a of said subdivision presently sold being bounded in the north-west line by the subdivision number 574a in the south-west line by the subdivision number 611a in the south-east line by the subdivision number 576a in the north-east line by the residue of said lot of said subdivision number 575a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

Un certain emplacement situé dans la ville Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier appartenant à Madame Vve James Patton composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent in the county of Jacques Cartier, belonging to Mrs. Widow James Patton composed of the following lots:

B.—De la plus grande partie du lot originaire numéro deux cent quarante-deux, subdivision officielle numéro cinq cent soixante-seize lettre A, (242-P576a) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent étant en réalité le lot total, exception faite d'une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur par vingt pieds de profondeur dans la ligne nord-est dudit lot, pour l'élargissement du Boulevard O'Brien; ladite partie du lot numéro 576a de ladite subdivision présentement vendue étant bornée dans la ligne nord-ouest par la subdivision numéro 575a dans la ligne sud-ouest par la subdivision numéro 612a dans la ligne sud-est par la subdivision numéro 577a et dans la ligne nord-est par le résidu du lot de ladite subdivision 576a qui a été détaché pour l'élargissement dudit Boulevard O'Brien.

B.—Of the largest part of the original lot number two hundred and forty-two official subdivision number five hundred and seventy-six letter A, (242-P.576a) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, being in fact the total lot exception being made of a part of land of twenty-five feet in width by twenty feet in depth in the north-east line of said lot for the widening of O'Brien Boulevard, the said part of lot number 576a of said subdivision presently sold being bounded in the north-west line by the subdivision number 575a in the south-west line by the subdivision number 612a in the south-east line by the subdivision number 577a and in the north-west line by the residue of said lot of said subdivision number 576a which has been detached for the widening of O'Brien Boulevard.

Un certain emplacement situé dans la Ville Saint-Laurent appartenant à M. René Daoust composé des lots suivants:

A certain emplacement situated in the town of St. Laurent, belonging to M. René Daoust, composed of the following lots:

A.—D'une lisière de terrain mesurant 14 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur mesure anglaise plus ou moins, faisant partie du lot de terre numéro quarante-trois, subdivision du lot originaire numéro quatre cent cinquante-trois (453-P.43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, bornée en front par la rue Filiatrault, d'un côté au sud-est par le lot numéro 42 subdivision dudit lot originaire N° 453, (453-42) et de l'autre côté au nord-ouest et en arrière par le résidu dudit lot numéro 453-43 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

A.—Of a strip of land measuring fourteen feet in width (14') by ninety feet in depth (90') english measure more or less, official subdivision number four hundred and fifty-three of part of lot number forty-three (453-43) of the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent bounded in front by Filiatrault Street, on the south-east line by lot subdivision number 42 of original number 453, (453-42); on the north-west line and in rear by the residue of said lot number 453-43 of the said plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

B.—D'une lisière de terrain faisant partie du lot numéro quarante-deux subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-trois (453-P.42) des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant 26 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, cette lisière de terrain bornée en front par la dite rue Filiatrault d'un côté au nord-ouest par la lisière de terrain en premier lieu sus-décrite faisant partie du lot numéro 453-43 et de l'autre côté et en arrière par le résidu du lot N° 453-42 des susdits plan et livre de renvoi officiels tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit lopin de terre sus-décrit la venderesse faisant réserve expresse d'un droit de passage à pied et en voiture sur une lisière de terrain de 8 pieds de largeur prise sur le côté sud-est de la lisière de terrain en second lieu sus-décrite faisant partie dudit lot numéro 453-42.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Paroisse Saint-Laurent et situés dans la Ville Saint-Laurent.

Donné en la Ville Saint-Laurent, ce vingtième jour de juillet mil neuf cent quarante-deux (20 juillet 1942).

Le greffier,
HENRI LAPOINTE.

1675-31-2-o

B.—Of a strip of land being part of lot subdivision number forty-two of the original lot number four hundred and fifty-three (453-P.42) of the said plan and book of reference of the parish of St. Laurent measuring twenty-six feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, said strip of land bounded in front by said Filiatrault street; in the north-west line by the strip of land above described forming part of lot No. 453-43; on the other side and in rear by the residue of lot number 453-42 of the said plan and book of reference, as the whole now subsists with all active and passive, apparent or occult servitudes attached to the said strip of land above described; the vendor making express reserve of a right of way on foot and vehicles on a strip of land of eight feet (8') in width taken on the south-east side of the strip of land here above described forming part of said lot number 453-42.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of St. Laurent and situated in the Town of St. Laurent.

Given at the Town of St. Laurent this twentieth day of July nineteen hundred and forty-two (July the 20th 1942).

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

1675-31-2-o

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que l'Association d'Hospitalisation du Québec, constituée en corporation par la loi 6 George VI, chapitre 102, a obtenu le 1er mai 1942 le permis et l'enregistrement relatifs à une société de secours mutuels, conformément aux dispositions de la Loi des assurances de Québec, chapitre 299 des Statuts Refondus de 1941, qui l'autorisent à émettre à ses membres-souscripteurs des contrats de services d'hôpital.

Le siège social de ladite Association est situé à 300 rue St-Sacrement, Montréal.

Le Lieutenant-gouverneur en conseil a exempté ladite Association de l'obligation de faire un dépôt chez le Trésorier de la Province en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'article 94 de la Loi des assurances de Québec.

Daté du bureau du Service des assurances, département du Trésor, ce vingt-troisième jour de juillet 1942.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

1641-30-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon-de-Standon" dans le comté de Dorchester, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Quebec Hospital Service Association, incorporated by the Act 6 George VI, Chapter 102, has been licensed and registered on the 1st of May 1942 as a mutual benefit society, pursuant to the provisions of the Quebec Insurance Act, Chapter 299 of the Revised Statutes of 1941, and authorized to issue to its members or subscribers contracts of hospital services.

The head-office of the said Association is situated at 300 St. Sacrament Street, Montreal.

The Lieutenant-Governor in Council has exempted the said Association from the obligation of making a deposit with the Treasurer of the Province pursuant to the provisions of paragraph 5 of section 94 of the Quebec Insurance Act.

Dated at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, this twenty-third day of July 1942.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

1641-30-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon-de-Standon" in the county of Dorchester has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299 S.R.Q. 1941,) ce trentième jour de juillet 1942.

Le surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
1682-31-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941, this thirtieth day of July 1942.

Superintendent of Insurance,
GEORGES LAFRANCE,
1682-31-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

Avis de la demande de plan

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Beauharnois Light, Heat and Power Company, corporation dûment incorporée par une loi spéciale de la Législature de Québec, ayant son siège social au numéro 107 ouest de la rue Craig à Montréal, se propose de demander l'approbation d'un plan montrant certains terrains longeant le fleuve St-Laurent dans les paroisses de St-Timothée et Ste-Cécile, dans le Comté de Beauharnois, et les paroisses de St-Joseph de Soulanges, St-Ignace du Côteau du Lac, et le village de Côteau du Lac, dans le Comté de Soulanges, affectés par l'exhaussement du niveau de l'eau dans cette partie du fleuve jusqu'à la côte 140 approximativement, par suite de travaux remédiateurs construits dans la rivière St-Laurent par le requérant.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée du plan indiquant les terrains ainsi affectés a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ce plan a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, et au bureau d'enregistrement de Soulanges, à Côteau Landing.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Montréal, le 15 juillet, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY,
[Sceau]

Le secrétaire,
C. C. PARKES.
1595-29-4-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "West India Company Limited", autorisée à faire affaires dans la Province de Québec, a nommé, par un nouveau pouvoir de procuration, Robert Roberts et Frederick Popham, tous deux de la cité de Montréal, Province de Québec, conjointement et séparément avocats et procureur de la compagnie pour faire toutes ou aucunes des choses pour lesquelles ladite Compagnie a été constituée en corporation et aux fins de recevoir les assignations ou procédures intentées contre ladite Compagnie dans la province de Québec, et, dans le cas de décès ou d'incapacité d'agir des deux dits Robert Roberts et Frederick Popham (soit d'une manière permanente ou temporairement) pour cause de maladie ou autrement ou en l'absence des deux du Canada ou de tout endroit où ils pourraient exercer aucun des pouvoirs qui leur sont conférés par les présentes, la compagnie nomme alors Norman Vickers, de la susdite cité de Montréal, procureur de la compagnie au nom et pour la compagnie avec les mêmes pouvoirs et

Miscellaneous Notices

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY

Application and Notice of Deposit of Plan

Public notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water-Course Act, that Beauharnois Light, Heat and Power Company, a corporation duly incorporated by special act of the Legislature of Quebec and having its Head Office at 107 Craig Street West, Montreal, intends to apply for approval of a plan showing properties adjacent to the St. Lawrence River in the Parishes of St. Timothée and Ste. Cécile, in the County of Beauharnois, and the Parishes of St. Joseph de Soulanges, St. Ignace du Côteau du Lac, and the Village of Côteau du Lac, in the County of Soulanges, affected by the raising of the water in that section of the river up to approximately elevation 140, as a result of remedial works constructed in the River St. Lawrence by the said applicant.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan showing the lands so affected has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan has been deposited at the Registry Offices for the Registration Division of Beauharnois, at Beauharnois, and for the Registration Division of Soulanges, at Côteau Landing.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, July 15th, 1942.

BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY,
[Seal]

C. C. PARKES,
Secretary.
1595-29-4-o

Notice is hereby given that "West India Company Limited", authorized to carry on business in the Province of Quebec, has by new power of attorney appointed Robert Roberts and Frederick Popham, both of the city of Montreal, in the Province of Quebec, jointly and severally to be the attorneys and attorney of the company to do all or any of the things for which the said Company was incorporated and for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, and in the case of the death or inability to act of both of them the said Robert Roberts and Frederick Popham (whether permanent or temporary) through illness or otherwise or of the absence of both of them from Canada or from any place where there shall be occasion to exercise any of the powers hereby conferred, then the Company appoints Norman Vickers of Montreal aforesaid to be the attorney of the company in the name and on behalf of the company with the same powers and for the same purposes, and that

pour les mêmes fins, et que le siège social de la Corporation pour la province de Québec demeure en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 21ème jour de juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la province,
1652 JEAN BRUCHESI.

THE QUINZE RAPIDS IMPROVEMENT COMPANY

Règlement spécial "A"

Que le siège social de la compagnie est par les présentes transporté de la cité de Hull, Québec, en la cité de Montréal, Québec.

Je, Roy Campbell, dûment nommé secrétaire de la compagnie "The Quinze Rapids Improvement Company" certifie par les présentes sous le sceau de la Compagnie, que ce qui précède est une copie conforme et authentique du Règlement spécial "A" de la compagnie "The Quinze Rapids Improvement Company", dûment approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée aux fins de considérer ledit règlement, et tenue à Chambre 1416, édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal, le mercredi 29 avril 1942.

Daté à Montréal, ce 6ème jour de mai 1942.

(Sceau) Le secrétaire,
1653 ROY CAMPBELL.

A. J. ALEXANDOR FURS LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "A. J. Alexandor Furs Limited", tenue le huit juin 1942.

Il a été proposé, secondé et résolu que le règlement "3A" des règlements de la compagnie soit et il est, par les présentes, remplacé par le suivant:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs, dont chacun, à la date de son élection et durant son terme d'office, devra détenir au moins une action de la compagnie et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelles.

Le secrétaire-trésorier,
1657 J.-H. LAPIERRE.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du vingt-quatre juillet 1942, le règlement numéro XVIII de "L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.", tel qu'adopté par les membres à l'assemblée générale tenue le quinze juin 1942, a été approuvé, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 28 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1665-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du vingt-quatre juillet 1942, les règlements de "L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1667-o JEAN BRUCHESI.

the principal office of the corporation for the Province of Quebec remains in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 21st of July, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1652-o Under Secretary of the Province.

THE QUINZE RAPIDS IMPROVEMENT COMPANY

Special By-Law "A"

That the location of the head office of the Company is hereby changed from the City of Hull, Quebec, to the city of Montreal, Quebec.

I, Roy Campbell, duly appointed Secretary of The Quinze Rapids Improvement Company do hereby certify under the seal of the Company, that the foregoing is a true and exact copy of Special By-Law "A" of The Quinze Rapids Improvement Company, duly approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a Special General Meeting of Shareholders of the said Company duly called for the purpose of considering the said By-law, and held at Room 1416 Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, on Wednesday, April 29th, 1942.

Dated at Montreal, this 6th day of May 1942.

(Seal) ROY CAMPBELL,
1653-o Secretary.

A. J. ALEXANDOR FURS LIMITED

Extract of Minutes of a Meeting of Directors of A. J. Alexandor Furs Limited, held on the 8th day of June, 1942.

It was moved, seconded and resolved that By-Law "3A" of the Company's By-Laws be and the same is hereby replaced by the following:

The affairs of the Company shall be managed by board of five Directors, each of whom at the time of his election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arrears in respect to any calls thereon.

J. H. LAPIERRE,
1657-o Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the twenty-fourth of July, 1942, By-law No. XVIII of "L'Ecole d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.", as adopted by the members at a general meeting held the fifteenth of June, 1942, was approved, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 28th of July, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1665 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the twenty-fourth of July, 1942, the by-laws of "L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec" were approved pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, the 27th of July, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1667 Under Secretary of the Province.

L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DE FRUITS ET
LÉGUMES EN GROS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

Article 7 des règlements de l'Association

Bureau de direction

L'Association sera administrée par un bureau de direction de sept membres, qui seront élus chaque année, pour le terme d'une année, à l'assemblée générale annuelle, et cette élection de directeurs devra se faire par scrutin, chaque membre votant pour sept personnes et les sept membres qui auront obtenu le plus de votes seront les directeurs élus.

1668-o Le secrétaire,
ACHILLE RHÉAUME.

L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DE FRUITS ET
LÉGUMES EN GROS DE LA CITÉ DE QUÉBEC

Article 7 of the By-laws of the Association

Board of Directors

The Association shall be managed by a board of directors comprised of seven members, who shall be elected every year, for the term of one year, at the general annual meeting the said election of directors to be made by vote, each member voting for seven persons and the seven members who shall have obtained the greatest number of votes shall be the directors elected.

1668 ACHILLE RHÉAUME,
Secretary.

Bureaux-Chef

THE QUINZE RAPIDS IMPROVEMENT COMPANY

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The Quinze Rapids Improvement Company", constituée en corporation en vertu des dispositions de l'article 9 du chapitre 3 du titre 11 des Statuts refondus de la province de Québec, le 13 décembre 1892, et dont le siège social, jusqu'au 6 mai 1942, était situé à Hull, Québec, a déménagé ledit bureau à Chambre 1403, Edifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, P.Q., ce 6 mai 1942.

1654 Le secrétaire,
ROY CAMPBELL.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "A. Leger & Co. Limited" a été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 30 mai 1942 et a établi son siège social sur la rue Notre-Dame, entre les 32ème et 33ème avenues, en la cité de Lachine, province de Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Lachine, le 22 juillet 1942.

1655 (signé) Le président,
R.-W. CHERRY.

Chartes—Abandon de

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Industrial Publications Inc." donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur-en-conseil de la province de Québec en vertu de l'article 25 de ladite Loi pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 16ème jour de juin 1942.

1656 Le secrétaire,
L. M. KELLY.

Chief-Offices

THE QUINZE RAPIDS IMPROVEMENT COMPANY

Notice is hereby given that The Quinze Rapids Improvement Company, incorporated under the provisions of section 9 of chapter 3 of title 11 of the Revised Statutes of the Province of Quebec on December 13th, 1892, and having its head office situated up to May 6th, 1942, at Hull, Quebec, has moved it to room 1403 Sun Life Building, Dominion Square, Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 6th day of May, 1942.

1654-o ROY CAMPBELL,
Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that A. Leger & Co. Limited was incorporated by Letters Patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on May 30, 1942 and has established its Head Office on Notre Dame Street between 32nd and 33rd Avenues, in the city of Lachine, Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Lachine, July 22, 1942.

1655-o (Signed) R. W. CHERRY,
President.

Charters—Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Industrial Publications Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor-in-Council of the Province of Quebec under section 25 of the said act for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor-in-Council.

Dated at Montreal, this 16th day of June, 1942.

1656-o L. M. KELLY,
Secretary.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Administrative and Investment Service Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et un mars 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un juillet 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce six juillet 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général intérimaire.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Atlas Leather Goods Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du huit mars 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf juin 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général intérimaire.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, S.R.Q., 1941, chapitre 276, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de juillet 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,
Assistant-procureur général intérimaire.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Plastoy Products Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt février 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1942, la dite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce onze juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 1674

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de la province de Québec, La Corporation des Agronomes du Québec donne,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Administrative and Investment Service Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of March, 1929.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of July, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Atlas Leather Goods Inc.", incorporated by letters patent dated the eighth day of March, 1939.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of June, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of November, 1927.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of July, 1942, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, (R.S.Q., 1941, Chapter 276), and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Plastoy Products Inc.", incorporated by letters patent dated the twentieth day of February, 1941.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of June, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Under the provisions of the Companies Act of the Province of Quebec, La Corporation des Agronomes du Québec, hereby gives notice that

par les présentes, avis qu'elle adressera à l'Honorable Procureur Général de la province de Québec une requête demandant l'autorisation d'abandonner ses Lettres Patentes ainsi que leur annulation à une date qui sera fixée par lui.

Daté à Montréal, ce 29ième jour de juillet 1942.

Le secrétaire,
RENÉ MONETTE. 1676-o

it will make application to the Honourable Attorney General for acceptance of the surrender of its Letters Patent and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 29th day of July 1942.

RENÉ MONETTE,
Secretary.

Département des Affaires Municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia, le quatrième jour de mai 1942 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.
Québec, le 30 juillet 1942.

LOUIS CODERRE,
1695-o Sous-ministre des Affaires Municipales,
de l'Industrie et du Commerce.

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of Ste-Jeanne D'Arc, in the county of Matapédia, on the fourth day of May, 1942, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of Ste-Jeanne D'Arc, in the county of Matapédia, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.
Quebec, July 30, 1942.

LOUIS CODERRE,
1695 Deputy Minister of Municipal Affairs,
Trade and Commerce.

Département de l'Instruction publique

N° 887-41

Québec, le 28 juillet 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, dans le comté de Rimouski, les lots 1 à 23 inclusivement du premier rang de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur pour les annexer à la ville de Saint-Germain-de-Rimouski.

Le surintendant,
1702-31-2-o VICTOR DORÉ.

Department of Public Instruction

No. 887-41

Quebec, July 28, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, in the county of Rimouski, lots 1 to 23 inclusively of the First Range of the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, to annex them to the Town of Saint-Germain-de-Rimouski.

VICTOR DORÉ,
1702-31-2 Superintendent.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Le Café Yvon Robert Ltée Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour de juillet

Supplementary Letters Patent

"Le Café Yvon Robert Ltée Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of July, 1942, changing the name

1942, changeant le nom de la compagnie "Café de l'Est Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1941, sous le nom "Café de l'Est Limitée" en celui de: "Le Café Yvon Robert Ltée Ltd."

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de juillet 1942.

P. FRENETTE,
1672-o Assistant-procureur général int.

of the company "Café de l'Est Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-seventh day of November, 1941, under the name of "Café de l'Est Limitée" to that of: "Le Café Yvon Robert Ltée Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of July, 1942.

P. FRENETTE,
1672 Acting Deputy Attorney General.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Mtre Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre John Fleming Reddy, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1662-31-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Mtre Malcolm MacLennan, notaire, demeurant à Mont-Royal et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Mtre William-B.-S. Reddy, qui a cessé de pratiquer comme notaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 27 juillet 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1663-31-5-o JEAN BRUCHESI.

Nominations

N° 57-el

Québec, le 28 juillet 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 juillet 1942, de nommer messieurs Camille Malo et Viateur Comtois au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-Kildare.

N° 351-A-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil de nommer messieurs Émile Beauséjour et Donat-H. Hénault au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette. 1673-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 7 juillet 1942.

MM. Ernest St-Amant, agent d'affaires, 1330A, rue Lafontaine, Henri Lebreux, contre-maitre, 01067, rue Richmond, tous deux de

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mtre Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mtre John Fleming Reddy, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, this 27th July, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1662-31-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mtre Malcolm MacLennan, Notary, residing at Mount Royal and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mtre William B. S. Reddy, who has ceased to practise as Notary, of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, July 27, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1663-31-5 Under Secretary of the Province.

Appointments

No. 57-el

Quebec, July 28, 1942.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 24th of July, 1942, to appoint Messrs. Camille Malo and Viateur Comtois as School Commissioners for the School Municipality of Saint-Ambroise-de-Kildare.

No. 351-A el.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council had been pleased to appoint Messrs. Émile Beauséjour and Donat H. Hénault as School Commissioners for the School Municipality of Saint-Charles-Borromée, in the County of Joliette. 1673

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, July 7, 1942.

Messrs. Ernest St-Amant, business agent, 1330A Lafontaine street, Henri Lebreux, foreman, 01067 Richmond street, both of Montreal,

Montréal, et Jean-Baptiste Bertrand, rentier, de St-Antoine de Longueuil: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Joseph Duchene, Albert Delisle et Ulric Bélanger, cultivateurs, de Notre-Dame-de-la-Doré: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; Jean-Louis Garneau, employé de Adjusters & Appraisers Ltd., 266, rue Racine, Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Jos. Bell, Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, 110, rue du Pont, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Rév. R.-E. Lalande, prêtre-curé, de Rivière Héva: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Alphonse Ratté, commerçant, de la paroisse des Etroits: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Raymond Laquerre, de Donnacona, Archélas Morin, de St-Georges-de-Beauce, et Pierre Fournier, de Montmagny, tous trois employés de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
1681-o

and Jean-Baptiste Bertrand, annuitant, of St-Antoine de Longueuil: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Joseph Duchene, Albert Delisle and Ulric Bélanger, farmers, of Notre-Dame-de-la-Doré: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval; Jean-Louis Garneau, employee of Adjusters & Appraisers Ltd., 266 Racine street, Chicoutimi; to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Jos. Bell, "Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis", 110 Bridge street, Quebec: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Rev. R. E. Lalande, Priest-Curé, of Héva River: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Alphonse Ratté, merchant, of the parish of des Etroits: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Raymond Laquerre, of Donnacona, Archélas Morin, of St-Georges-de-Beauce, and Pierre Fournier, of Montmagny, all three employees of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).
1681

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU qu'en vertu des dispositions
Assistant-procureur } de l'article 193 du chapitre 15 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941, le Lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner la tenue d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'il y ait un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle, dans et pour le district de Kamouraska;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 193 du chapitre 15 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district de Kamouraska, à la Rivière-du-Loup, le 31ème jour d'août 1942 et les jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS under the provisions of article 193 of
Deputy Attorney } chapter 15 of the Revised
General. } Statutes of the Province of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, order the holding of an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in and for the district of Kamouraska;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have proclaimed and directed and by these presents, proclaim and direct, pursuant to the provisions of article 193 of chapter 15 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in the district of Kamouraska, at Rivière-du-Loup, the 31st day of August, 1942 and the following days.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are

concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec :

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
1666-o JEAN BRUCHESI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à la Malbaie, dans le district de Saguenay, le 18 mai 1942, dans une cause de FERDINAND BOUCHARD & LUDGER GIRARD, tous deux de la rivière Malbaie, cultivateurs, demandeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1° Une terre située en la municipalité de la rivière Malbaie, en le rang de Fraserville, comté de Charlevoix, avec bâtisses et dépendances dessus construites, pouvant mesurer deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro trois cent huit (N° 308) des plan et livre de renvoi officiels de la Malbaie, comté de Charlevoix;

2° Une terre située en la même municipalité, en le rang Ste-Julie, susdit comté, pouvant mesurer deux arpents de largeur par vingt-neuf arpents de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro deux cent dix-huit (N° 218) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Malbaie, susdit comté;

3° Une terre située en la même municipalité et en le même rang Ste-Julie, susdit comté, pouvant mesurer trois arpents de largeur par vingt-huit arpents et cinq perches de profondeur, étant et composant ladite terre le lot numéro deux cent dix-neuf (N° 219) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de La Malbaie, susdit comté;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice, à la Malbaie, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppo-

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at La Malbaie, in the district of Saguenay, the 18th of May, 1942, in a case of FERDINAND BOUCHARD & LUDGER GIRARD, both of Rivière Malbaie, farmers, plaintiffs, ordering the licitation of certain immovables designated as follows:

1. A farm situate in the Municipality of the Rivière Malbaie, in the Fraserville Range, County of Charlevoix—with buildings and dependencies thereon erected, measuring about two arpents in width by thirty arpents in depth, the said farm being and composed of lot number three hundred and eight (No. 308) on the official plan and in the book of reference of La Malbaie, county of Charlevoix;

2. A farm situate in the same municipality, in the Ste-Julie Range, aforesaid county, measuring about two arpents in width by twenty-nine arpents in depth, the said farm being and composed of lot number two hundred and eighteen (218) on the official plan and book of reference of the parish of La Malbaie, aforesaid county;

3. A farm situate in the same municipality and in the same Ste-Julie Range, aforesaid county, measuring about three arpents in width by twenty-eight arpents and five perches in depth, the said farm being and composed of lot number two hundred and nineteen (No. 219) on the official plan and book of reference of the parish of La Malbaie, aforesaid county;

The above described immovables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, the FOURTH day of the month of SEPTEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, in the Prothonotary's Office, at the Court House, at La Malbaie, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and, failing the parties to file the

sitions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

La Malbaie, 23 juillet 1942.

Le procureur des demandeurs,
1658—31-2-o ANTONIO GERVAIS.

said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

La Malbaie, July 23, 1942.

ANTONIO GERVAIS,
1658—31-2 Attorney for Plaintiffs.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure

Province de Québec, } ANTONIO BOUR-
District d'Abitibi, } BEAU, d'Amos,
N° 5906 } Shérif d'Abitibi, (de-
mandeur dans l'instance originaire), saisissant;
vs JOS. MARQUIS, de Val d'Or, (défendeur dans
l'instance originaire), saisi; et DAME F. GISL-
BERT, opposante, et L. A. LADOUCEUR, avo-
cat et Conseil du Roi, domicilié à Amos, procureur
distrayant.

Le lot portant le numéro quatre cent soixante-
deux de la subdivision du bloc numéro trente-
quatre, canton Bourlamaque et situé dans la
ville de Val d'Or, avec bâtisses y érigées, cir-
constances et dépendances qui devait être vendu
à la porte de l'église de Val d'Or, le vingt-deux-
ième jour de juillet 1941, sera vendu au même
endroit le PREMIER jour du mois de SEP-
TEMBRE 1942, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, MAURICE TESSIER.
Amos, ce 27 juillet 1942. 1678-o
[Première publication, 1er août 1942]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska *

Beauce, à savoir: } DAME ELMINA GIGUÉ-
N° 17396 } RE, épouse séparée de
biens de J. Linière Vachon, de St-Joseph de
Beauce et y faisant affaire comme manufactu-
rière sous la raison sociale de J. L. Vachon &
Fils, et le dit J. LINIÈRE VACHON pour assis-
ter et autoriser son épouse, demandeurs; vs
GABRIELLE COUTURE, épouse séparée de
biens de Joseph Perreault, ci-devant de Thet-
ford Mines, actuellement de la cité de Québec,
et y faisant affaire sous la raison sociale de Joseph
Perreault Enrg. et le dit JOSEPH PERREAULT
pour assister et autoriser son épouse, défende-
resse.

Comme appartenant à la défenderesse;

Un lot de terrain situé dans le canton de Thet-
ford, connu au cadastre officiel comme étant la
subdivision numéro un du lot numéro dix neuf
"A" (19A-1) du rang cinq du canton de Thet-
ford, avec les bâtisses dessus construites, circons-
tances et dépendances, d'une contenance de dix
sept arpents et soixante et quatre centième en
superficie, plus ou moins. Les droits de mine
étant réservés en faveur de qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de St-Alphonse de Thetford Mines,
Comté de Mégantic, le PREMIER jour de SEP-
TEMBRE, 1942, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 28 juillet 1942. 1670-31-2-o
[Première publication, 1 août 1942]

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

Superior Court

Province of Quebec, } ANTONIO BOUR-
District of Abitibi, } BEAU, of Amos,
No. 5906 } Sheriff of Abitibi,
(Plaintiff in original suit), Seizing; vs JOS.
MARQUIS, of Val d'Or, (Defendant in original
suit) Seized; and DAME F. GISLBERT, op-
posant; and L. A. LADOUCEUR, advocate and
King's Counsel, domiciled at Amos, Attorney
distracting for costs.

The lot bearing number four hundred and sixty-
two of the subdivision of Block number thirty-
four, Township Bourlamaque, and situate in
the Town of Val d'Or—with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies, which
was to have been sold at the church door of Val
d'Or, on the twenty-second day of July, 1941, shall
be sold at the same place on the FIRST day of the
month of SEPTEMBER, 1942, at TWO o'clock
in the afternoon.

MAURICE TESSIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Amos, this 27th July, 1942. 1678
[First publication, August 1st, 1942]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Arthabaska

Beauce, to wit: } DAME ELMINA GIGUÉ-
No. 17396 } RE, wife separate as to
property of J. Linière Vachon, of St-Joseph de
Beauce, and there carrying on business as manu-
facturer under the firm name and style of "J. L.
Vachon & Fils", and the said J. LINIÈRE VA-
CHON, to assist and authorize his wife,
plaintiffs; vs GABRIELLE COUTURE, wife
separate as to property of Joseph Perreault, here-
tofore of Thetford Mines, actually of the City of
Quebec, and there carrying on business under the
firm name and style of "Joseph Perreault Enrg."
and the said JOSEPH PERREAULT to assist
and authorize his wife, defendant.

As belonging to the defendant;

A lot of land situate in the Township of Thet-
ford, known on the official cadastre as being
subdivision number one of lot number nineteen
"A" (19A-1) of Range Five, of the Township
Thetford—with buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies, containing seven-
teen arpents and sixty-four hundredths in
area, more or less. The mining rights being
reserved in favour of those having a right thereto.

To be sold at the church door of the parish
of St-Alphonse de Thetford Mines, County of
Mégantic, the FIRST day of SEPTEMBER,
1942, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 28, 1942. 1670-31-2
[First publication, August 1st, 1942]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull

N° 7766 } **H.** J. G. GEGGIE, de Wakefield,
district de Hull, médecin,
demandeur; vs DAME WILLIAM GRACEY,
de Low, district de Hull, veuve, défenderesse.

Les lots Nos 45, 46, 47, 48A, 48B, rang 1, canton de Denholm, comté de Gatineau.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Hull, le TROIS SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Hull, ce 24 juillet, 1942. I. ST-PIERRE.
1671-31-2

[Première publication, 18 juillet 1942 est nulle]
[Première publication, 1er août 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. de C.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** ES COMMISSAIRES
N° 161347 } D'ÉCOLES POUR LA

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE LAPRAIRIE, Demandeurs; vs DAME GERMAINE ROULLIER, épouse séparée de biens de Armand Auclair, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

"Un emplacement situé en la ville de Laprairie, dans le comté de Laprairie, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quarante-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent soixante-treize (673-141) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, avec maisons et dépendances dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le TREIZE AOÛT prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montréal, 7 juillet 1942. L.-P. CAISSE.
1541-28-2-o

[Première publication, 11 juillet 1942]

PONTIAC

Cour de Magistrat.—District de Pontiac

Canada, } **S**YLVIO BELLEHU-
Province de Québec, } MEUR, marchand
District de Pontiac, } de la paroisse de Lorrain-
N° 848 } ville, dans le district de

Pontiac, demandeur; vs ABONDEUS LACHANCE, cultivateur, autrefois du canton Guigues maintenant de l'endroit appelé Geoffroy dans le comté de Témiscamingue, et le district de Pontiac, défendeur.

1. Les lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Baby comme étant les lots 17a, 17b, 17c dans le rang V dudit canton Baby comté de Témiscamingue, contenant lesdits lots environ six (6) acres, 55 acres et 20 acres respectivement, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

2. Les lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Baby comme étant les lots 18a, 18b, 18c, dans le rang V dudit canton Baby comté de Témiscamingue, contenant lesdits lots environ 9 acres, 66 acres et 13 acres respectivement avec les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Pour être vendus au Bureau d'enregistrement à Ville-Marie dans le comté de Témiscamingue,

HULL

Superior Court.—District of Hull

No. 7766 } **H.** J. G. GEGGIE, of Wakefield,
district of Hull, medical doctor, plaintiff; vs DAME WILLIAM GRACEY, of Low, district of Hull, widow, defendant.

"Lots Nos. 45, 46, 47, 48A, 48B, range 1, Township of Denholm, County of Gatineau.

To be sold "en bloc" at my office, in the Court House, in the City of Hull, the THIRD of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, I. ST-PIERRE,
Hull, this 24th July, 1942. Sheriff.
1671-31-2

[First publication, July 18th, 1942, is null.]
[First publication, August 1st, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. C.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T** HE SCHOOL COM-
No. 161347 } MISSIONERS FOR

THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LAPRAIRIE, plaintiffs; vs DAME GERMAINE ROULLIER, wife separate as to property of Armand Auclair, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An emplacement situate in the Town of Laprairie, in the County of Laprairie, District of Montreal, known and designated under number one hundred and forty-one of the official subdivision of the original lot number six hundred and seventy-three (673-141) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Laprairie—with houses and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Laprairie, on the THIRTEENTH of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 7th, 1942. Sheriff.
1541-28-2

[First publication, July 11th, 1942]

PONTIAC

Magistrate's Court.—District of Pontiac

Canada, } **S**YLVIO BELLEHU-
Province of Québec, } MEUR, merchant
District of Pontiac, } the parish of Lorrain-
No. 848 } ville, in the district of

Pontiac, plaintiff; vs ABONDEUS LACHANCE, farmer, heretofore of the Township Guigues now of the place called Geoffroy in the county of Témiscamingue, district of Pontiac, defendant.

1. The lots of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Baby as being lots 17a, 17b, 17c in Range V of the said Township Baby, county of Témiscamingue, the said lots containing about six (6) acres, 55 acres and 20 acres, respectively—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. The lots of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Baby as being lots 18a, 18b, 18c, in Range V of the said Township Baby, county of Témiscamingue, the said lots containing about 9 acres, 66 acres and 13 acres respectively—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Registry Office at Ville-Marie in the County of Temiskaming, on TUESDAY

MARDI, le PREMIER jour de SEPTEMBRE (1942) à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, le 28 juillet 1942. 1679-31-2-0
[Première publication, 1er août 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 1752-40 { contre ELISÉE THÉ-
RIAULT, avocat, et JOHN LESSARD, con-
jointement et solidairement, de la Cité de Qué-
bec, dans le district de Québec, agents d'immeu-
bles faisant affaires comme tels, à Québec, sous
les nom et raison sociale de Confederation Realty
Co. Reg'd, de notre Cité de Québec, dans notre
district de Québec, à savoir:

1. Les lots Nos. 203 (deux cent trois), 213 (deux cent treize), 214 (deux cent quatorze), 215 (deux cent quinze), 216 (deux cent seize), 219 (deux cent dix-neuf), 233 (deux cent trente-trois), 234 (deux cent trente-quatre), 235 (deux cent trente-cinq), 236 (deux cent trente-six), 237 (deux cent trente-sept), 238 (deux cent trente-huit), 239 (deux cent trente-neuf), 240 (deux cent quarante), 241 (deux cent quarante et un), 247 (deux cent quarante-sept), 248 (deux cent quarante-huit), 249 (deux cent quarante-neuf), 250 (deux cent cinquante), 251 (deux cent cinquante et un), 258 (deux cent cinquante-huit), 259 (deux cent cinquante-neuf), 261 (deux cent soixante et un), 266 (deux cent soixante-six), 267 (deux cent soixante-sept), 268 (deux cent soixante-huit), 269 (deux cent soixante-neuf), 270 (deux cent soixante-dix), 271 (deux cent soixante-onze), 272 (deux cent soixante-douze), 273 (deux cent soixante-treize), 274 (deux cent soixante-quatorze), 275 (deux cent soixante-quinze), 281 (deux cent quatre-vingt-un), 282 (deux cent quatre-vingt-deux), 284 (deux cent quatre-vingt-quatre), 285 (deux cent quatre-vingt-cinq), 286 (deux cent quatre-vingt-six), 298 (deux cent quatre-vingt-dix-huit), 304 (trois cent quatre), 305 (trois cent cinq), 308 (trois cent huit), 309 (trois cent neuf), 348 (trois cent quarante-huit), 369 (trois cent soixante-neuf), 370 (trois cent soixante-dix), 371 (trois cent soixante-onze), 372 (trois cent soixante-douze), 373 (trois cent soixante-treize), 374 (trois cent soixante-quatorze), 375 (trois cent soixante-quinze), 385 (trois cent quatre-vingt-cinq), 386 (trois cent quatre-vingt-six), 387 (trois cent quatre-vingt-sept), 388 (trois cent quatre-vingt-huit), 389 (trois cent quatre-vingt-neuf), 390 (trois cent quatre-vingt-dix), 391 (trois cent quatre-vingt-onze), 392 (trois cent quatre-vingt-douze), 393 (trois cent quatre-vingt-treize), 394 (trois cent quatre-vingt-quatorze), 395 (trois cent quatre-vingt-quinze), 396 (trois cent quatre-vingt-seize), 397 (trois cent quatre-vingt-dix-sept), 398 (trois cent quatre-vingt-dix-huit), 403 (quatre cent trois), 404 (quatre cent quatre), 405 (quatre cent cinq), 406 (quatre cent six), 407 (quatre cent sept), 408 (quatre cent huit), 409 (quatre cent neuf), 411 (quatre cent onze), 411-A (quatre cent onze-A), 411-B (quatre cent onze-B), 411-C (quatre cent onze-C), 411-D (quatre cent onze-D), 411-E (quatre cent onze-E), 411-F (quatre cent onze-F), 411-G (quatre cent onze-G), 411-H (quatre cent onze-H), du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant des lots vacants situés dans le dit quartier, circonstances et dépendances:

the FIRST day of SEPTEMBER, 1942, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, July 28th, 1942. 1679-31-2
[First publication, August 1st, 1942]

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC;
No. 1752-40 { against ELISÉE THÉ-
RIAULT, advocate, and JOHN LESSARD,
jointly and severally, of the city of Quebec,
district of Quebec, real estate agents, carrying on
business as such, at Quebec, under the firm name
and style of "Confederation Realty Co., Reg'd",
of Our City of Quebec, in Our district of Quebec,
to wit:

1. Lots Nos. 203 (two hundred and three), 213 (two hundred and thirteen), 214 (two hundred and fourteen), 215 (two hundred and fifteen), 216 (two hundred and sixteen), 219 (two hundred and nineteen), 233 (two hundred and thirty-three), 234 (two hundred and thirty-four), 235 (two hundred and thirty-five), 236 (two hundred and thirty-six), 237 (two hundred and thirty-seven), 238 (two hundred and thirty-eight), 239 (two hundred and thirty-nine), 240 (two hundred and forty), 241 (two hundred and forty-one), 247 (two hundred and forty-seven), 248 (two hundred and forty-eight), 249 (two hundred and forty-nine), 250 (two hundred and fifty), 251 (two hundred and fifty-one), 258 (two hundred and fifty-eight), 259 (two hundred and fifty-nine), 261 (two hundred and sixty-one), 266 (two hundred and sixty-six), 267 (two hundred and sixty-seven), 268 (two hundred and sixty-eight), 269 (two hundred and sixty-nine), 270 (two hundred and seventy), 271 (two hundred and seventy-one), 272 (two hundred and seventy-two), 273 (two hundred and seventy-three), 274 (two hundred and seventy-four), 275 (two hundred and seventy-five), 281 (two hundred and eighty-one), 282 (two hundred and eighty-two), 284 (two hundred and eighty-four), 285 (two hundred and eighty-five), 286 (two hundred and eighty-six), 298 (two hundred and ninety-eight), 304 (three hundred and four), 305 (three hundred and five), 308 (three hundred and eight), 309 (three hundred and nine), 348 (three hundred and forty-eight), 369 (three hundred and sixty-nine), 370 (three hundred and seventy), 371 (three hundred and seventy-one), 372 (three hundred and seventy-two), 373 (three hundred and seventy-three), 374 (three hundred and seventy-four), 375 (three hundred and seventy-five), 385 (three hundred and eighty-five), 386 (three hundred and eighty-six), 387 (three hundred and eighty-seven), 388 (three hundred and eighty-eight), 389 (three hundred and eighty-nine), 390 (three hundred and ninety), 391 (three hundred and ninety-one), 392 (three hundred and ninety-two), 393 (three hundred and ninety-three), 394 (three hundred and ninety-four), 395 (three hundred and ninety-five), 396 (three hundred and ninety-six), 397 (three hundred and ninety-seven), 398 (three hundred and ninety-eight), 403 (four hundred and three), 404 (four hundred and four), 405 (four hundred and five), 406 (four hundred and six), 407 (four hundred and seven), 408 (four hundred and eight), 409 (four hundred and nine), 411 (four hundred and eleven), 411-A (four hundred and eleven A), 411-B (four hundred and eleven B), 411-C (four hundred and eleven C), 411-D (four hundred and eleven D), 411-E (four hundred and eleven E),

2. Les lots Nos. 356 (trois cent cinquante-six), 357 (trois cent cinquante-sept), 358 (trois cent cinquante-huit), 359 (trois cent cinquante-neuf) et 360 (trois cent soixante), du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant des lots vacants situés dans le dit quartier, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin. Le shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 15 juillet 1942. 1591-29-2-0
[Première publication, 18 juillet 1942]
[Deuxième publication, 1 août 1942]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski, { A DÉLARD LEPAGE;
N° 5728 } vs ALFRED GAGNÉ, savoir:

Une maison en bois et dépendances, érigés sur partie du lot deux cent quatre-vingt-deux au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, de ½ arpent en superficie, borné à l'est au chemin, au nord et au sud à Jacques Gagnon, à l'ouest à Ernest Gagné, avec droit sur le dit terrain en vertu d'un bail verbal consenti par Adhémar Gagnon, à charge du loyer du terrain de \$8.00 par année.

Le lot N° trois cent vingt-neuf au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski.

Pour être vendus, au bureau du shérif, à Rimouski le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 29 juillet, 1942. 1680-31-2-0
[Première publication, le 1 août, 1942]

411-F (four hundred and eleven F), 411-G (four hundred and eleven G), 411-H (four hundred and eleven H), of the official cadastre for Saint-Roch Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being vacant lots situate in the said Ward, circumstances and dependencies.

2. Lots Nos. 356 (three hundred and fifty-six), 357 (three hundred and fifty-seven), 358 (three hundred and fifty-eight), 359 (three hundred and fifty-nine) and 360 (three hundred and sixty), of the official cadastre for Saint-Roch-Nord, now Jacques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being vacant lots situate in the said Ward, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the City of Quebec, the TWENTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, this 15th July, 1942. 1591-29-2
[First Publication, July 18th, 1942]
[Second publication, August 1st, 1942].

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski, { A DÉLARD LEPAGE;
No. 5728 } vs ALFRED GAGNÉ, to wit:

A wooden house and dependencies, erected on a part of lot two hundred and eighty-two of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, having ½ arpent in area, bounded on the East by the road, on the North and South by Jacques Gagnon, on the West by Ernest Gagné, with right over the said land in virtue of a verbal lease consented by Adhémar Gagnon, subject to a ground rent of \$8.00 per annum.

Lot number three hundred and twenty-nine of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski.

To be sold, at the Sheriff's Office, at Rimouski, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Rimouski, July 29, 1942. 1680-31-2
[First publication, August 1st, 1942]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

1707

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'article 3 de la Loi des produits agricoles.

Vu l'article 3 de la Loi des produits agricoles, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 132);

Vu le règlement sur la vente des fruits et légumes, tel qu'édicte par le décret N° 2070, du 4 août 1937, et publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 14 août 1937, et tel qu'amendé par le décret N° 3531, du 4 octobre 1940, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, le 19 octobre 1940;

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre de l'agriculture, que ledit règlement soit

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

1707

Quebec, July 24th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting Article 3 of the Act on Agricultural Products.

Seeing Article 3 of the Act on Agricultural Products, (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 132);

Seeing the Regulations on the Sale of Fruits and Vegetables, as enacted by Order in Council No. 2070, of August 4th, 1937, and published in the *Quebec Official Gazette*, on August 14th, 1937, and as amended by Order in Council No. 3531, of October 4th, 1940, published in the *Quebec Official Gazette*, on October 19th, 1940;

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Agriculture, that the

de nouveau modifié, conformément aux dispositions annexées à la proposition susdite.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil exécutif.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÈGLEMENT SUR LA VENTE DES FRUITS ET LÉGUMES.

Le règlement sur la vente des fruits et légumes édicté par le décret N° 2070 du 4 août 1937 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 août 1937 et amendé par le décret N° 3531 du 4 octobre 1940 édictant certaines modifications publiées dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 octobre 1940, est de nouveau modifié comme suit:

Art. 1er.—Les catégories suivantes concernant les bleuets sont établies et inscrites dans la section première du tableau A annexé audit règlement:

BLEUETS

N° 1: Bleuets sains, bien conformés, d'un beau coloris, assez uniformes, d'au moins un quart de pouce de diamètre, sans queue, ni feuille, ni fruit vert, ni terre, ou autre matière étrangère;

N° 2: bleuets sains, assez bien colorés, sans dégâts sérieux causés par la terre ou autres matières étrangères, ou par quelque autre cause.

Art. 2.—Le paragraphe VI du tableau B annexé audit règlement est remplacé par le suivant:

"VI.—DIVERS EMBALLAGES

Casseaux:

Capacité: 1 chopine ou 1 pinte. Seuls sont admis pour les framboises les casseaux de 1 chopine; pour les choux de Bruxelles et les bleuets, les casseaux de 1 pinte.

Les casseaux seront remplis à pleine capacité et les produits seront tassés au moyen de secousses légères et répétées.

Les casseaux peuvent être emballés dans des cageots contenant soit 24 ou 32 ou 36 casseaux de même capacité. Quant aux bleuets, on peut aussi utiliser un cageot à un seul lit contenant 8 casseaux.

Paniers et boîtes à bleuets:

Il est permis d'emballer les bleuets dans des paniers de 11 pintes ou dans des boîtes de dimensions suivantes:

a) Les boîtes contenant 22 livres de bleuets, poids net, devront mesurer à l'extérieur 5 x 12 x 24 pouces, et, à l'intérieur, 4 x 11 x 22 pouces;

b) Celles contenant au moins 30 livres de bleuets, poids net, devront mesurer à l'intérieur 5½ x 12½ x 21 pouces, l'épaisseur des planches des bords n'excédant pas 1 pouce, et les autres planches formant le fond, le couvercle et les autres côtés devant avoir une épaisseur maximum d'un demi-pouce.

Paniers de tomates:

Le poids net minimum des paniers de tomates sera de:

7 livres½, pour les paniers 6-pintes;
14 livres½, pour les paniers 11-pintes.

Contenance des sacs:

Le poids net minimum des produits ci-dessous mis en vente dans des sacs en toile ou en papier sera de:

10, 15, 25, 75 ou 100 livres, pour les pommes de terre;
10, 25, 50 ou 100 livres pour les oignons;

said Order in Council be again amended according to the provisions appended to the aforesaid memorandum.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

AMENDMENTS TO REGULATIONS RESPECTING THE SALE OF FRUITS AND VEGETABLES.

Regulations respecting the Sale of Fruits and Vegetables, enacted by Order in Council No. 2070, of August 4th, 1937, and published in the *Quebec Official Gazette*, on August 14th, 1937, and amended by Order in Council No. 3531, of October 4th, 1940, enacting certain amendments published in the *Quebec Official Gazette*, of October 19th, 1940, are again amended as follows:

Art. 1.—The following blueberry grades are established and inscribed in the first section of Schedule A appended to said regulations:

BLUEBERRIES

No. 1: sound, well-formed blueberries, well-coloured and fairly uniform in size, of at least ¼ of an inch in diameter, free from stems, leaves, green berries, dirt or other foreign matter;

No. 2: sound, fairly well-coloured blueberries, free from serious damage caused by dirt or other foreign matter, and free from damage due to any other cause.

Art. 2.—Paragraph VI of Schedule B appended to said regulations is replaced by the following:

"VI.—VARIOUS WAYS OF PACKING

Berry boxes:

Capacity: 1 pint or 1 quart. Berry boxes must be of the capacity of one pint for raspberries and of one quart for Brussels-sprouts and blueberries.

The boxes must be well filled and the products settled by slight and repeated shakings of the box.

Boxes of the same capacity may be packed in crates, at the rate of 24, 32 or 36 boxes. Blueberries may be packed at the rate of 8 boxes in a crate of one tier.

Baskets and blueberry boxes:

Blueberries may be packed in 11-quart baskets or in boxes of the following sizes:

a) Boxes containing 22 pounds of blueberries, net weight, must have exterior measurements of 5 x 12 x 24 and interior measurements of 4 x 11 x 22 inches;

b) Boxes containing at least 30 pounds of blueberries, net weight, must have interior measurements of 5½ x 12½ x 21 inches, the end bands being not thicker than 1 inch and the bottom bands, the cover and the sides must have a maximum thickness of ½ an inch.

Baskets for tomatoes:

The minimum net weight for tomatoes packed in baskets must be as follows:

In 6-quart baskets, 7½ pounds;
In 11-quart baskets, 14½ pounds.

Contents of bags:

The minimum net weight of the under-mentioned products packed for sale in linen or paper bags must be as follows:

Potatoes: 10, 15, 25, 75 or 100 pounds;

Onions: 10, 25, 50 or 100 pounds;

50 ou 65 livres, pour les choux-navets, les carottes ou betteraves;

50 livres pour les panais.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits qui ne sont emballés dans des sacs en papier qu'au moment même de la vente au consommateur.

1664-o

Turnips, carrots or beets—50 or 65 pounds;

Parsnips — 50 pounds.

The above provisions do not apply to products which are packed in paper bags at the time of their sale to the consumer."

1664-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1760

Québec, 24 juillet 1942.

Présent: le Lieutenant-gouverneur-en-conseil.

Concernant la soustraction au piquetage et à l'établissement de claims miniers de certains lots du canton de Marlow et du canton de Risborough, comté de Frontenac.

Vu l'article 227, paragraphe 70, de la Loi des Mines de Québec;

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre des Mines, que les lots numéros 1 et 2 des rangs VII et VIII, du canton de Marlow, et les lots numéros 1 et 2 des rangs XIV, XV et XVI, du canton de Risborough, comté de Frontenac, soient temporairement réservés et soustraits au piquetage et à l'établissement de claims miniers.

(signé) A. MORISSET.

Greffier du Conseil Exécutif.

1677-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1761

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-conseil.

Concernant le piquetage d'une étendue de terrain dans les comtés de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable ministre des Mines, que l'arrêté-en-conseil N° 2458, en date du 22 septembre 1941, réservant et soustrayant au piquetage une étendue de terrain dans les comtés de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord, soit révoqué en ce qui concerne l'étendue de terrain ci-après décrite, savoir:

Tous ces terrains situés dans les cantons de Galt, Larocque, Fletcher, Champou, et De Beaujeu dans les comtés de Gaspé-Sud et Gaspé-Nord, province de Québec, Dominion du Canada, situés dans l'étendue de terrain décrite comme suit:

Commencant au point "A" lequel point est situé à la limite est du canton de Galt, 4 milles et 1740 pieds, plus ou moins, au sud de la ligne de division des cantons de Blanchet et de Galt; de là vers le S. 01°00'E. le long de la limite est du canton de Galt, une distance de 3½ milles, plus ou moins, au point "B", ledit point étant situé à 2 milles au sud de la ligne de division des blocs 31 et 42; de là vers le S. 89°30'O. une distance de 6 milles et 900', plus ou moins, au point "C", ledit point étant situé à la limite ouest du canton de Galt, 2 milles au sud de la ligne de division des blocs 32 et 41; de là le long de la limite ouest du canton de Galt dans une direction sud sur une distance de 2100', plus ou moins, au point "D", ledit point étant l'intersection de la rive nord de la rivière York avec la limite

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1760

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the withdrawal from the staking and establishing of mining claims of certain lots of the Township of Marlow and the Township of Risborough, county of Frontenac.

Pursuant to article 227, paragraph 70, of the Quebec Mining Act;

It is ordained, upon the proposal of the Honourable Minister of Mines, that lots Nos. 1 and 2 of Ranges VII and VIII, of the Township Marlow, and lots Nos. 1 and 2 of Ranges XIV and XV and XVI, of the Township Risborough, county of Frontenac, be temporarily reserved and withdrawn from the staking and establishing of mining claims.

(Signed) A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1761

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the staking of a tract of land in the counties of Gaspé-Sud and Gaspé-Nord.

It is ordained, upon the proposal of the Honourable Minister of Mines, that Order in Council No. 2458, dated the 22nd September, 1941, reserving and withdrawing from staking a tract of land in the Counties of Gaspé-Sud and Gaspé-Nord, be revoked in so far as it concerns the tract of land hereinafter described, namely:

All those lands situated within the townships of Galt, Larocque, Fletcher, Champou and De Beaujeu in the counties of Gaspé-Sud and Gaspé-Nord, Province of Quebec, Dominion of Canada, lying within the tract described as follows:

Commencing at the point "A" which point is situated on the east boundary of the township of Galt, 4 miles and 1740 ft., more or less, south of the division line of the townships of Blanchet and Galt; thence S. 01°00' E. along the east boundary of the township of Galt, a distance of 3½ miles, more or less, to the point "B", said point being situated 2 miles south of the division line of blocks 31 and 42; thence S. 89°30' W. a distance of 6 miles and 900', more or less, to the point "C", said point being situated, on the west boundary of the township of Galt, 2 miles south of the division line of blocks 32 and 41; thence along the west boundary of the township of Galt in a southerly direction a distance of 2100', more or less, to the point "D", said point being the intersection of the north bank of York River with

ouest du canton de Galt; de là le long de la rive nord de la rivière York, dans une direction sud-ouest au point "E", ledit point étant situé sur la rive nord de la rivière York, 3 milles à l'ouest de la limite entre les cantons de Laforce et Baillargeon; de là dans une direction nord sur une distance de $1\frac{1}{2}$ mille, plus ou moins, au point "F", ledit point étant situé à 2 milles au sud de la ligne de division des blocs 39 et 46, et 3 milles à l'ouest de la limite entre les cantons de Galt et Larocque; de là vers le S. $89^{\circ}30'$ O. sur une distance de 6 milles et 4169', plus ou moins, au point "G", ledit point étant situé à 2 milles au sud de la ligne de division des blocs 36 et 37 et sur la limite entre les cantons Larocque et Fletcher; de là le long de la limite ouest du canton Larocque dans une direction nord sur une distance d'un mille, plus ou moins, au point "H", ledit point étant l'intersection de la rive nord de la rivière York avec la limite ouest du canton Larocque; de là le long de la rive nord de la rivière York dans une direction nord-ouest au point "I", ledit point étant situé sur la rive nord de la rivière York, dans la direction approximative N. $47^{\circ}30'$ O. à une distance de 2 milles, plus ou moins, du point "H"; de là dans une direction ouest sur une distance de $2\frac{1}{2}$ milles, plus ou moins, au point "J"; de là dans une direction nord sur une distance de 4 milles, plus ou moins, au point "K", ledit point étant situé sur la rive nord de la rivière York; de là le long de la rive nord de la rivière York dans une direction ouest au point "L"; ledit point étant situé sur la rive nord de la rivière York, dans la direction approximative S. $76^{\circ}00'$ O. à une distance d'un mille et 1000', plus ou moins, du point "K"; de là dans une direction ouest sur une distance d'un mille et 3700', plus ou moins, au point "M", ledit point étant situé à 5 milles au sud de la limite entre les cantons Champou et Fletcher; de là dans une direction nord sur une distance de 6 milles, plus ou moins, au point "N", ledit point étant à un mille au nord de la limite entre les cantons Champou et Fletcher; de là dans une direction est sur une distance de 6 milles et 3700', plus ou moins, au point "O", ledit point étant situé sur la rive ouest de la rivière Dartmouth et à une distance de $1\frac{1}{2}$ mille, plus ou moins, au nord de la limite entre les cantons Champou et Fletcher; de là le long de la rive ouest de la rivière Dartmouth dans une direction sud au point "P", ledit point étant situé sur la rive ouest de la rivière Dartmouth 3 milles au nord de la ligne de division des blocs 36 et 38 et dans une direction approximative S. $15^{\circ}00'$ E. à une distance de $7\frac{1}{2}$ milles du point "O"; de là vers le N. $89^{\circ}30'$ E. sur une distance de 7 milles et 4000', plus ou moins, au point "Q", ledit point étant situé sur la limite ouest du canton de Galt 3 milles au nord de la ligne de division des blocs 32 et 41; de là le long de la limite ouest du canton de Galt S. $0^{\circ}30'$ O. sur une distance de $1\frac{1}{2}$ mille, plus ou moins, au point "R", ledit point étant situé sur la limite ouest du canton de Galt à $1\frac{1}{2}$ mille au nord de la ligne de division des blocs 32 et 41; de là vers le N. $89^{\circ}30'$ E. sur une distance de 6 milles et 950', plus ou moins, au point "A", qui est le point de départ.

Ladite étendue comprend une superficie approximative de quatre-vingt-cinq mille acres (85,000 acres) plus ou moins, et ses limites sont indiquées en bleu sur la carte intitulée "Péninsule de Gaspé 1940" et publiée par le Ministre des Terres et Forêts à une échelle de 3 milles au pouce.

the west boundary of the township of Galt; thence along the north bank of York River in a southwesterly direction to the point "E", said point being situated, on the north bank of York River, 3 miles west of the boundary between the townships of Laforce and Baillargeon; thence in a northerly direction a distance of $1\frac{1}{2}$ mile, more or less, to the point "F", said point being situated 2 miles south of the division line of blocks 39 and 46, and 3 miles west of the boundary between the townships of Galt and Larocque; thence S. $89^{\circ}30'$ W. a distance of 6 miles and 4169', more or less, to the point "G", said point being situated 2 miles south of the division line of blocks 36 and 37, and on the boundary between the townships of Larocque and Fletcher; thence along the west boundary of Larocque in a northerly direction a distance of 1 mile, more or less, to the point "H", said point being the intersection of the north bank of York River with the west boundary of the township of Larocque; thence along the North bank of York River in a north-westerly direction to the point "I", said point being situated on the north bank of York River, on a bearing of approximately N. $47^{\circ}30'$ W. at a distance of 2 miles, more or less, from the point "H"; thence in a westerly direction a distance of $2\frac{1}{2}$ miles, more or less, to the point "J"; thence in a northerly direction a distance of 4 miles, more or less, to the point "K", said point being situated on the north bank of York River; thence along the north bank of York River in a westerly direction to the point "L"; said point being, situated on the north bank of York River, on a bearing of approximately S. $76^{\circ}00'$ W. at a distance of 1 mile and 1000', more or less, from the point "K"; thence in a westerly direction a distance of 1 mile and 3700', more or less, to the point "M", said point being situated 5 miles south of the boundary between the townships of Champou and Fletcher; thence in a northerly direction a distance of 6 miles, more or less, to the point "N", said point being 1 mile north of the boundary between the townships of Champou and Fletcher; thence in an easterly direction a distance of 6 miles and 3700' more or less, to the point "O", said point being situated on the west bank of Dartmouth River and at a distance of $1\frac{1}{2}$ mile, more or less, north of the boundary between the townships of Champou and Fletcher; thence along the west bank of Dartmouth River in a southerly direction to the point "P", said point being situated on the west bank of Dartmouth River 3 miles north of the division line of blocks 36 and 38 and on a bearing of approximately S. $15^{\circ}00'$ E. at a distance of $7\frac{1}{2}$ miles from the point "O"; thence N. $89^{\circ}30'$ E. a distance of 7 miles and 4000', more or less, to the point "Q", said point being situated on the west boundary of the township of Galt 3 miles north of the division line of blocks 32 and 41; thence along the west boundary of the township of Galt S. $0^{\circ}30'$ W. a distance of $1\frac{1}{2}$ mile, more or less, to the point "R", said point being situated in the west boundary of the township of Galt $1\frac{1}{2}$ mile north of the division line of blocks 32 and 41; thence N. $89^{\circ}30'$ E. a distance of 6 miles and 950', more or less, to the point "A", which is the point of beginning.

The said tract contains an area of approximately eighty-five thousand acres (85,000 acres) more or less, and its boundaries are shown in blue on the map entitled "Péninsule de Gaspé 1940" and published, by the Minister of Lands and Forests, at 3 miles to one inch. The said

Ladite carte forme une partie intégrante de la description ci-dessus.

(Signed) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Copie.

1683 Copy.

map forms an integral part of the above description.

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.
1683-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1752

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 2943, du 3 août 1940, et amendements, régissant l'industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 octobre 1942.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

1690-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1753

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 805, du 8 mai 1939, et amendements, relatif aux travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière—soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 octobre 1942.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

1691-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1754

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Hull.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint des maîtres et employés barbiers du district de Hull a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 2246, du 27 août 1941, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Hull;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 6 juin 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1752

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree relating to the fur industry, wholesale section, district of Montreal.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 2943, of August 3, 1940, amendments, governing the fur industry, wholesale section, district of Montreal, be again extended until October 31, 1942.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1690-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1753

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree relating to the Montreal Harbour workers—inland and coastal navigation.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 805, of May 8, 1939, and amendments, relating to the Montreal Harbour workers—inland and coastal navigation—be again extended until October 31, 1942.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

1691-o

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1754

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the City of Hull.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Barbers of the District of Hull has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 2246, of August 27, 1941, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Hull;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 6, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that

ledit décret numéro 2246 soit modifié de la façon suivante:

1.—"L'Association des coiffeuses de la cité de Hull" est acceptée comme partie co-contratante de la première part.

2.—L'alinéa suivant est ajouté à l'article V:

"Il est interdit d'offrir gratuitement des services faisant l'objet du présent décret ou de donner quelque objet que ce soit comme prime, en vue d'attirer la clientèle ou ayant pour effet de réduire les taux des services ordinairement chargés."

A. MORISSET,

1692-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1755

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'abrogation de toutes les dispositions concernant l'industrie du fer et du bronze ornamental, apparaissant dans la section 4 du décret 2446, du 25 juin 1940.

Attendu que le décret numéro 2446, du 25 juin 1940, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, contient une clause prévoyant le renouvellement automatique de toutes ses sections;

Attendu que la section 4 dudit décret, relative à l'industrie du fer et du bronze ornamental, devait se renouveler automatiquement le 30 avril 1941;

Attendu que, à la suite d'objections présentées contre son renouvellement, la durée de ladite section 4 n'a été prolongée que jusqu'au 30 mai 1941;

Attendu qu'une nouvelle convention collective de travail a été rendue obligatoire dans l'industrie du fer et du bronze ornamental, par le décret numéro 2687, du 9 octobre 1941;

Attendu que ladite section 4 dudit décret numéro 2446 est devenue de ce fait inutile et qu'il y a lieu d'en radier les dispositions dudit décret;

Attendu qu'un avis, à cet effet, a été publié dans la livraison du 6 juin 1942 de la *Gazette Officielle de Québec*;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que toutes les dispositions concernant l'industrie du fer et du bronze ornamental, apparaissant dans ladite section 4 dudit décret numéro 2446, soient radiées et abrogées.

A. MORISSET,

1693-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1756

Québec, le 24 juillet 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts re-

the said decree number 2246, be modified in the following manner:

1.—"L'Association des coiffeuses de la Cité de Hull" is accepted as co-contracting party of the first part.

2.—The following paragraph is added to section V:

"No one shall offer, without charge, services governed by the present decree or give what article soever as a premium in order to attract customers or reduce the rates ordinarily charged."

A. MORISSET,

1692-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1755

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the repeal of all provisions respecting the ornamental iron and bronze industry contained in part 4 of the decree number 2446, of June 25, 1940.

Whereas the decree number 2446, of June 25, 1940, relating to the building material industry in the Province of Quebec, contains a provision providing for the automatic renewal of all its parts;

Whereas part 4 of the said decree, relating to the ornamental iron and bronze industry, was to be renewed automatically on April 30, 1941;

Whereas, after objections to its renewal, the duration of said part 4 has been extended until May 30, 1941;

Whereas a new collective agreement has been rendered obligatory in the ornamental iron and bronze industry by decree number 2687, of October 9, 1941;

Whereas the said part 4 of the said decree number 2446, has consequently become ineffective and it is advisable to strike off from the said decree the provisions concerning the ornamental iron and bronze industry;

Whereas a notice has been published in the *Quebec Official Gazette* on June 6, 1942;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that all the provisions concerning the ornamental iron and bronze industry contained in the said part 4 of the said decree number 2446, be stricken off and repealed.

A. MORISSET,

1693-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1756

Quebec, July 24, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the hardware and paint trades in the city of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

fondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par l'Association nationale catholique des commis quincailliers de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendements relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 21 février 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

Attendu qu'une objection a été présentée contre l'approbation de ladite requête et qu'elle a été soumise à l'attention des parties contractantes, lesquelles ont étudié la requête et ont demandé que certains changements y soient apportés;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1090 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "f" de l'article II est remplacé par le suivant:

"f. Le terme "chef comptable" (avec ou sans diplôme), désigne le salarié (cf. paragraphe "b") qui a le contrôle ou la surveillance de la comptabilité d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret."

2. Les mots: "après deux (2) années complètes" mentionnés au paragraphe "i" de l'article III sont remplacés par les mots: "après une (1) année complète".

3. Le paragraphe "m" de l'article III est remplacé par le suivant:

"m. Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël, ainsi que les jours énumérés au paragraphe "e" du présent article sont chômés. Tout travail exécuté par un salarié autre que les gardiens de nuit et les chauffeurs de fournaies, durant une journée chômée doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier. Les gardiens de nuit sont rémunérés au taux de salaire régulier et les chauffeurs de fournaies au taux de salaire et demi, pourvu qu'ils soient des employés réguliers de l'établissement."

A. MORISSET,

1694-o Greffier du Conseil Exécutif.

Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by "L'Association nationale catholique des commis quincailliers de Québec" to modify decree number 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trades in the city of Quebec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on February 21, 1942;

Whereas one objection has been set forth against the approval of the said request and it was submitted to the contracting parties for consideration and they requested that some changes be made thereto;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1090 be modified in the following manner:

1. Subsection "f" of section II is replaced by the following:

"f. The words "chief accountant" (with or without diploma) mean the employee (cf. subsection "b") who verifies or supervises the book keeping of an establishment or private concern governed by the present decree."

2. The words "after two (2) complete years" mentioned in subsection "i" of section III are replaced by the words: "after one (1) complete year".

3. Subsection "m" of section III is replaced by the following:

"m. No regular work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, and on those mentioned in subsection "e" of the present section. Work performed by an employee other than a night watchman and a furnace fireman during a holiday shall be paid for at the rate of double time. Night watchmen shall receive the regular rate and furnace firemen, time and one half when regularly employed by the establishment."

A. MORISSET,

1694-o Clerk of the Executive Council.

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 27-E-42

Order No. 27-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité de village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B., la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B., place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq et demi sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance N° 27-H-39 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1939, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 14 juillet 1942. 1684-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 36-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière,
à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président,
Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes
de Jonquière et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Tout marchand de lait cru doit payer direc-
tement à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-
que cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci,
\$2.50 net F.A.B., place d'affaires du marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer
directement à ses fournisseurs-producteurs, pour

2. The region of Chicoutimi includes the city
of Chicoutimi, and the village municipality of
Rivière du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to
his producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk which he receives from them, \$2.50 net
F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay
directly to his producer-suppliers, for each hun-
dred pounds of milk which he receives from them,
\$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder,
no person shall, within the limits of the region of
Chicoutimi, offer, sell or deliver milk at prices
inferior to six cents a pint and eleven cents a
quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to
any other business establishment, at a price
inferior to five and a half cents a pint and ten
cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said
region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk
in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 27-H-39
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette*, dated October 28th, 1939, and
comes into force on the date of its publication in
the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in
the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, July 14th, 1942. 1684-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 36-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs.
Jules Côté and Gilbert MacMillan, commis-
sioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain
Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Jonquière;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Jonquière.

2. The region of Jonquière includes the towns
of Jonquière and Kénogami and the city of
Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to
his producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk which he receives from them, \$2.50 net
F.O.B., business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay di-
rectly to his producer-suppliers, for each hundred

chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B., place d'affaires du marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq et demi sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 36-H-39 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 28 octobre 1939, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 14 juillet 1942. 1685-0

pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B., business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Jonquière, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 36-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 28, 1939, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, July 14th, 1942. 1685-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 47-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Roberval;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Roberval.

2. La région de Roberval comprend la cité de Roberval.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, par chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, par chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B., la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel,

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 47-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présent: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Roberval;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Roberval.

2. The region of Roberval includes the city of Roberval.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pound of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Roberval, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Roberval, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to

à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq et demi sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Roberval, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance N° 47-H-40 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 9 novembre 1940, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.
Québec, le 14 juillet 1942. 1686-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 62-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bagotville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bagotville.

2. La région de Bagotville comprend les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred et la municipalité du village de St-Alexis-de-la-Grande-Baie, dans le comté de Chicoutimi.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B., la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B., ferme du producteur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Bagotville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bagotville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bagotville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 62-H-39 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1939,

any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Roberval, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 47-H-40 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated November 9th, 1940, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, July 14th, 1942. 1686-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 62-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bagotville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Bagotville.

2. The region of Bagotville includes the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, and the village municipality of St. Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. farm of producer.

5. No person shall, within the limits of the region of Bagotville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Bagotville, offer, sell or deliver milk to a grocer at a price inferior to five cents and a half a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Bagotville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to forty cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 62-H-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 28th, 1939, and Order

ainsi que l'ordonnance N° 62-H-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 mars 1942, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 14 juillet, 1942. 1687-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 63-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Dolbeau;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Dolbeau.

2. La région de Dolbeau comprend la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini, dans le comté du Lac-St-Jean.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Dolbeau, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Dolbeau, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Dolbeau, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance 63-H-39, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 novembre 1939 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

No. 62-H-42, published in the *Quebec Official Gazette*, dated March 7th 1942, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, July 14th, 1942. 1687-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 63-E-42

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présent: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Dolbeau;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Dolbeau.

2. The region of Dolbeau includes the town municipality of Dolbeau and the village municipality of Dolbeau and the village of municipality of Mistassini, in the county of Lake St. John.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Dolbeau, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Dolbeau, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Dolbeau, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels order 63-H-39 published in the *Quebec Official Gazette* dated November 16th, 1939, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.
Québec, le 14 juillet 1942. 1688-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 67-E-42

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 juillet 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de St-Joseph d'Alma;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de St-Joseph d'Alma.

2. La région de St-Joseph d'Alma comprend les municipalités de villes de St-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.50 net F.A.B., la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B., la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Joseph d'Alma, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de St-Joseph d'Alma, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq et demi sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Joseph d'Alma, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieur à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 67-H-40 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 novembre 1940, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 14 juillet, 1942. 1689-o

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, July 14th, 1942. 1688-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 67-E-42

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, July 14th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Emile Nadeau, president, Messrs. Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of St-Joseph d'Alma;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of St-Joseph d'Alma.

2. The region of St-Joseph d'Alma includes the town municipalities of St-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.50, net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of the region of St-Joseph d'Alma, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of St-Joseph d'Alma, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of St-Joseph d'Alma, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 67-H-40 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated November 9th, 1940, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, July 14th, 1942. 1689-o

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance numéro 35, 1942, de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, concernant les établissements commerciaux d'alimentation au détail (Cité de Québec et ville de Québec-Ouest), a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1890 du 30 juillet 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 35, 1942

Établissements commerciaux d'alimentation au détail (Cité de Québec et ville de Québec-Ouest)

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance (N° 35, 1942) ce qui suit:

PREMIÈRE PARTIE

APPLICATION ET CATÉGORIES

1 *Minimum*: Quels que soient le mode d'emploi (à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement) et le lieu du travail, le salaire minimum auquel ont droit les salariés ci-après désignés de l'un ou l'autre sexe, pour chaque période de travail, et les autres conditions de travail à observer, sont ceux que la présente ordonnance fixe et détermine.

2 *Application*: La présente ordonnance régit les employeurs et les salariés des établissements de vente au détail des produits d'alimentation, tels que viande, épicerie, poisson, fruits, légumes, etc.

3 *Exceptions*: La présente ordonnance ne s'applique pas

- a) aux hôtels et restaurants tels que définis par la Loi des licences de Québec (S.R.Q., 1941, c. 76);
- b) aux maisons de pension;
- c) aux établissements connus comme salles de rafraîchissement (Ice Cream Parlors).

4 *Territoire d'application*: La présente ordonnance régit les employeurs et les salariés desdits établissements situés dans la cité de Québec et la ville de Québec-Ouest.

5 *Catégories*: Lesdits salariés sont répartis en catégories comme suit:

Catégorie un (I): les salariés non inclus dans les catégories ci-après;

Catégorie deux (II): les gérants;

Catégorie trois (III): les employés de bureau autres que les gérants;

Catégorie quatre (IV): les garçons de bureau, les messagers d'intérieur, les messagers d'extérieur et les aides des charretiers et des camionneurs;

Catégorie cinq (V): les gardiens;

Catégorie six (VI): les salariés surnuméraires.

6 *Gérant*: Le terme "gérant" désigne le salarié qui a l'administration d'un établissement distinct et ne désigne pas les chefs de département.

7 *Salarié surnuméraire*: Le terme "salarié surnuméraire" désigne le salarié occupé aux mêmes

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance number 35, 1942, of the Minimum Wage Commission, concerning retail foodstuffs (City of Quebec and town of Quebec-West), has been approved by Order in Council number 1890 of July 30th, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 35, 1942

Retail Foodstuffs
(City of Quebec and town of Quebec-West)

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance (No. 35, 1942), the following:

PART ONE

APPLICATION AND CATEGORIES

1 *Minimum*: Whatever the basis of employment (by the hour, by the week, on piece-work or otherwise) and the place of work, the minimum wage rates to which are entitled, for each period of work, employees of both sexes contemplated in the following section, and the other conditions of work to be observed, are those fixed and determined by the present Ordinance.

2 *Application*: The present Ordinance governs employers and employees of retail establishments selling food products such as meat, groceries, fish, fruits, vegetables, etc.

3 *Exceptions*: The present Ordinance shall not apply

- a) to hotels and restaurants such as defined by the Quebec License Act (R.S.Q., 1941, c. 76);
- b) to boarding-houses;
- c) to establishments commonly known as ice-cream parlors.

4 *Territory*: The present Ordinance governs employers and employees of said establishments situated in the city of Quebec and the town of Quebec-West.

5 *Categories*: Said employees are classed into categories, as follows:

Category I: employees not classed in the following categories;

Category II: managers;

Category III: office employees other than managers;

Category IV: office boys, inside messengers, outside messengers and carters' and chauffeurs' helpers;

Category V: watchmen;

Category VI: temporary employees.

6 *Manager*: The word "manager" means an employee in charge of the conduct of a distinct establishment; it does not mean the head of a department.

7 *Temporary employee*: The words "temporary employee" mean an employee whose work

travaux que ceux de la catégorie un (I) et embauché d'une façon intermittente seulement

groupe a) pour une période d'au plus trente heures en une semaine, ou

groupe b) du premier novembre au trente et un décembre en une année.

8 *Classement*: L'employeur doit faire pour chaque période de pourcentages la répartition de ses salariés des catégories un (I) et deux (II) en quatre classes: classe A (20%), classe B (30%), classe C (25%) et classe D (25%), suivant les règles du tableau de pourcentages n° 18 de la Commission, lequel tableau fait partie de la présente ordonnance.

DEUXIÈME PARTIE

TAUX DE SALAIRE

9 *Taux de salaire*: Les taux de salaire payables auxdits salariés sont les suivants

Catégorie un (I):

Classe A: trente (30c) cents de l'heure,
Classe B: vingt-cinq (25c) cents de l'heure,
Classe C: vingt (20c) cents de l'heure,
Classe D: quinze (15c) cents de l'heure;

Catégorie deux (II):

trente-cinq (35c) cents de l'heure;

Catégorie trois (III):

1 Salariés de moins d'un an d'expérience, quinze (15c) cents de l'heure;

2 Salariés d'au moins un an d'expérience: salariés masculins: vingt-deux et demi (22½c) cents de l'heure;

salariées féminines: vingt (20c) cents de l'heure;

Catégorie quatre (VI):

dix (10c) cents de l'heure; cependant le messager qui fournit et entretient une bicyclette à ses frais a droit à douze (12c) cents de l'heure;

Catégorie cinq (V):

vingt-cinq (25c) cents de l'heure;

Catégorie six (VI):

groupe A: vingt (20c) cents de l'heure;

groupe B: vingt (20c) cents de l'heure, mais si ces salariés travaillent en une semaine trente heures ou plus, leur taux sera de quinze (15c) cents de l'heure.

10 *Semaine normale*: La semaine normale des salariés régis par la présente ordonnance est de soixante (60) heures, à l'exception des gardiens dont la semaine normale est de soixante-douze (72) heures.

Toutefois chaque année, pour la période s'étendant du début de la semaine comprenant le quinze décembre jusqu'à la fin de la semaine comprenant le trente et un décembre suivant, la semaine normale desdits salariés sera de soixante-douze (72) heures.

11 *Travail supplémentaire*: Les mots "travail supplémentaire (overtime)" désignent tout travail en heures ou fractions d'heure, requis d'un salarié par son employeur, en une semaine, en plus des heures fixées, suivant la période, pour sa semaine normale.

12 *Paiement du travail supplémentaire*: Sujet aux règles de l'article 62 de l'ordonnance n° 4, 1942, le travail supplémentaire doit être payé salaire et demi.

Le salaire et demi désigne le salaire horaire payable à un salarié aux termes de l'article 9 ci-haut, augmenté de sa moitié.

13 *Exception additionnelle*: Le salarié engagé à la semaine et payé au moins vingt et un dollars

is similar to that of category I, but taken on only intermittently

Group a) for not more than thirty hours in the one week, or

Group b) from November first to December thirty-first in the one year.

8. *Classification*: An employer must, for each class percentage period, group his employees of categories I and II into four classes: class A (20%), class B (30%), class C (25%) and class D (25%) according to the rules of the table of class percentages No. 18 of the Commission, which table forms part of the present Ordinance.

PART TWO

WAGE RATES

9. *Wage rates*: The wage rates payable to said employees are the following:

Category I:

Class A: 30c per hour,
Class B: 25c per hour,
Class C: 20c per hour,
Class D: 15c per hour;

Category II:

35c per hour;

Category III:

1. Employees of less than one year's experience: 15c per hour;

2. Employees of at least one year's experience: Male employees: 22½c per hour,

Female employees: 20c per hour;

Category IV:

10c per hour;

However a messenger furnishing his bicycle and repairing same at his own expense shall be entitled to 12c per hour;

Category V:

25c per hour;

Category VI:

Group A: 20c per hour;

Group B: 20c per hour; but when working thirty hours or more in the one week, said employees shall be entitled to 15c per hour.

10. *Regular workweek*: The regular workweek of employees governed by the present Ordinance shall be sixty (60) hours, except watchmen whose regular workweek shall be seventy-two (72) hours.

However each year, from the beginning of the week including the 15th of December to the end of the week including the 31st of December next the regular workweek of said employees shall be seventy-two (72) hours.

11. *Overtime*: The word "overtime" means hours or fractions of an hour of work required by the employer and done in one week by an employee over the number of hours fixed, according to the period, as his regular workweek.

12. *Payment of overtime*: Subject to the provisions of Section 62 of Ordinance No. 4, 1942, overtime must be paid wage rate and one half.

Wage rate and one half means the hourly wage rate payable to an employee according to Section 9 hereinabove, increased by its half.

13. *Supplementary exception*: An employee hired by the week and paid a weekly wage of at

(§21) par semaine ne peut réclamer de rémunération pour tout travail en une semaine en plus des heures fixées pour sa semaine normale.

least twenty-one dollars (§21.) shall not be entitled to any remuneration for any work done in the one week over the number of hours fixed as his regular workweek.

TROISIÈME PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14 *Salariés entrant dans les classes*: L'employeur doit faire un seul classement pour tous ses salariés des sexes masculin et féminin entrant dans les classes, et y inclure aussi les salariés décrits au paragraphe b de l'article 66 de l'ordonnance n° 4, 1942.

15 *Période de classement*: La répartition des salariés en classes doit être établie pour chaque semaine.

16 *Jours chômés*: Hors le cas de nécessité, les dimanches doivent être chômés par les salariés régis par la présente ordonnance, à l'exception des gardiens qui demeurent régis par l'article 59 de l'ordonnance n° 4, 1942.

Doivent aussi être chômées, les fêtes suivantes: le premier jour de l'an, l'Épiphanie, l'Ascension, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, ainsi que la Saint-Jean-Baptiste quand elle ne tombe pas un samedi.

Néanmoins, les salariés occupés au soin des chevaux ou au chauffage, pourront accomplir lesdits travaux lesdits jours chômés.

17 *Retenues sur salaires*: L'employeur est autorisé à retenir sur le salaire payable à son salarié en plus des item mentionnés à l'article 70 de l'ordonnance n° 4, 1942, les sommes suivantes:

- a) les avances d'argent,
- b) le prix des marchandises vendues.

Le total de telles retenues comprenant celles autorisées par ledit article 70 de l'ordonnance n° 4, 1942, ne peut excéder, pour chaque semaine, la moitié du salaire payable au salarié.

18 *Ordonnance n° 4, 1942*: Les dispositions de l'ordonnance n° 4, 1942, de la Commission, qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis-mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance.

19 *Abrogation*: La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance n° 35 du 2 octobre 1939 ainsi que les règles d'interprétation de ladite ordonnance adoptées de temps à autre par l'Office des salaires raisonnables ou la Commission du salaire minimum.

20 *Durée*: La présente ordonnance demeurera en vigueur jusqu'au 1er juillet 1943.

21 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*.

Fait et passé à Québec ce vingt-cinquième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-deux. [Scieu]

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

Copie conforme,
Le secrétaire, J.-A.-V. AUGER

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

TABLEAU OFFICIEL DE POURCENTAGES N° 18

Pour le groupement des salariés en classes A (20%), B (30%), C (25%) et D (25%).

PART THREE

GENERAL PROVISIONS

14. *Employees included in the class percentages*: One only grouping must be made by the employer for all his employees of either sex included in the class percentages, and the employees contemplated in sub-section b of section 66 of Ordinance No. 4, 1942, must also be included therein.

15. *Class percentage period*: The grouping of employees into class percentages must be made for each week.

16. *Days off*: Except for emergency an employee governed by the present Ordinance must not work on Sundays. Watchmen, however, remain subject to Section 59 of Ordinance No. 4, 1942.

The following holidays shall also be days off: New Year's Day, Epiphany, Ascension, Labour Day, All Saints Day, Conception Day, Christmas Day, and St. John the Baptist's Day when the latter does not fall on a Saturday.

However, employees taking care of horses or attending to the heating, may do such work on said days off.

17. *Deductions*: The employer may deduct from the wages to be paid to his employee, besides the items mentioned in Section 70 of Ordinance No. 4, 1942, the following amounts:

- a) money advanced,
- b) the price of goods sold.

The amount of such deductions, including those authorized by said Section 70 of Ordinance No. 4, 1942, cannot exceed for each week, half the wages of said employee.

18. *Ordinance No. 4, 1942*: The provisions of Ordinance No. 4, 1942, of the Commission, not inconsistent with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees governed by the present Ordinance.

19. *Repeal*: The present Ordinance repeals and replaces Ordinance No. 35 of October 2, 1939, as well as the rules of interpretation of said Ordinance adopted from time to time by the Fair Wage Board or the Minimum Wage Commission.

20. *Duration*: The present Ordinance shall remain in force until July 1, 1943.

21. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Passed and dated at Quebec, this twenty-fifth day of the month of June, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

[Seal]

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN.

True copy,
J. A. V. AUGER, Secretary.

MINIMUM WAGE COMMISSION

OFFICIAL TABLE OF CLASS PERCENTAGES No. 18

For the grouping of employees into classes A (20%), B (30%), C (25%) and D (25%).

1. Un seul salarié:
Les premiers six mois d'emploi, dans la classe D;
après six mois d'emploi, dans la classe C;
après 12 mois d'emploi, dans la classe B.
- 2 Deux salariés:
Un dans la classe B, l'autre dans la classe D.
- 3 Trois salariés:
Un dans la classe A, le second dans la classe B et le troisième dans la classe D.
- 4 Quatre salariés ou plus:

1. One employee only:
The first six months of employment, in class D;
after six months of employment, in class C;
after twelve months of employment, in class B.
2. Two employees:
One in class B, the other one in class D.
3. Three employees:
One in class A, the second one in class B and the third one in class D.
4. Four employees or more:

Total des salariés — Total of employees	Classe A — Class A	Classe B — Class B	Classe C — Class C	Classe D — Class D	Total des salariés — Total of employees	Classe A — Class A	Classe B — Class B	Classe C — Class C	Classe D — Class D
4	1	1	1	1	55	11	17	13	14
5	1	1	1	2	56	11	17	14	14
6	1	2	1	2	57	11	17	14	15
7	1	2	2	2	58	12	17	14	15
8	2	2	2	2	59	12	18	14	15
9	2	2	2	3	60	12	18	15	15
10	2	3	2	3	61	12	19	15	15
11	2	3	3	3	62	12	19	15	16
12	2	4	3	3	63	13	19	15	16
13	3	4	3	3	64	13	19	16	16
14	3	4	3	4	65	13	19	16	17
15	3	5	3	4	66	13	20	16	17
16	3	5	4	4	67	13	20	17	17
17	3	5	4	5	68	14	20	17	17
18	4	5	4	5	69	14	20	17	18
19	4	6	4	5	70	14	21	17	18
20	4	6	5	5	71	14	21	18	18
21	4	7	5	5	72	14	22	18	18
22	4	7	5	6	73	15	22	18	18
23	5	7	5	6	74	15	22	18	19
24	5	7	6	6	75	15	23	18	19
25	5	7	6	7	76	15	23	19	19
26	5	8	6	7	77	15	23	19	20
27	5	8	7	7	78	16	23	19	20
28	6	8	7	7	79	16	24	19	20
29	6	8	7	8	80	16	24	20	20
30	6	9	7	8	81	16	25	20	20
31	6	9	8	8	82	16	25	20	21
32	6	10	8	8	83	17	25	20	21
33	7	10	8	8	84	17	25	21	21
34	7	10	8	9	85	17	25	21	22
35	7	11	8	9	86	17	26	21	22
36	7	11	9	9	87	17	26	22	22
37	7	11	9	10	88	18	26	22	22
38	8	11	9	10	89	18	26	22	23
39	8	12	9	10	90	18	27	22	23
40	8	12	10	10	91	18	27	23	23
41	8	13	10	10	92	18	28	23	23
42	8	13	10	11	93	19	28	23	23
43	9	13	10	11	94	19	28	23	24
44	9	13	11	11	95	19	29	23	24
45	9	13	11	12	96	19	29	24	24
46	9	14	11	12	97	19	29	24	25
47	9	14	12	12	98	20	29	24	25
48	10	14	12	12	99	20	30	24	25
49	10	14	12	13	100	20	30	25	25
50	10	15	12	13	101	20	31	25	25
51	10	15	13	13	102	20	31	25	26
52	10	16	13	13	103	21	31	25	26
53	11	16	13	13	104	21	31	26	26
54	11	16	13	14					

5. Le classement pour un total supérieur à 104 s'obtient en additionnant

a) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre 100, ou, s'il s'agit de multiples de 100, autant de fois le classement de 100 que le total à classer comporte de centaines;

b) le classement donné par le présent tableau pour le chiffre du total à classer qui est inférieur à la centaine; cependant si ce résidu est inférieur à 5, il faut prendre le classement donné pour 104, 103, 102 ou 101, suivant le cas.

6 Toute répartition en classes de salariés d'un employeur peut être faite conformément au présent tableau; mais aucune répartition ne peut comprendre:

a) dans la classe D plus de salariés que le chiffre mentionné sur le présent tableau pour cette classe et pour le total à répartir; et

b) comme total du classement dans les classes C et D, plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le présent tableau pour lesdites classes et pour le total à répartir; et

c) comme total du classement dans les classes B, C et D, plus de salariés que la somme des chiffres mentionnés sur le présent tableau pour lesdites classes et pour le total à répartir.

Québec, ce vingt-cinquième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-deux.

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

[Sceau]

Copie conforme,

Le secrétaire,

J.-A.-V. AUGER.

1703-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit prolongeant la durée de l'ordonnance numéro 37 de la Commission du salaire minimum, relative aux verreries à bouteilles, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1748, du 24 juillet 1942.

Le secrétaire du Travail,

J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,

Québec ce 1er août, 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 37

(Verreries à bouteilles)

Ordonnance de renouvellement.

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance No 37*: L'ordonnance N° 37 de la Commission du salaire minimum concernant les verreries à bouteilles, en date du 21 juin 1940 et approuvée par le lieutenant-gouverneur le 5 juillet 1940 par arrêté N° 2591, et postérieurement amendée et renouvelée, est renouvelée jusqu'au 1er août 1943.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle.

5. The classification for a total higher than 104 is obtained by adding

a) the figures given in the present table for 100, or, for multiples of 100, as many times the figures for 100 as there are hundreds in the total to be classed;

b) the figures given in the present table for the residuary figure, lower than 100, of the total to be classed; however, if said residuary figure is lower than 5, the figures given for 104, 103, 102 or 101, as the case may be, must be taken.

6. The classification of the employees of an employer may be made according to the present table; but no classification shall include for any number of employees:

a) in class D, more employees than the figure mentioned in the present table for said class and for the total to be classed; and

b) in classes C and D more employees than the total of the numbers given in the present table for said two classes and for the total to be classed; and

c) in classes B, C and D, together, more employees than the total of the numbers given in the present table for said three classes and for the total to be classed.

Quebec, this twenty-fifth day of the month of June, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

MINIMUM WAGE COMMISSION

[Seal]

True copy,

J. A. V. AUGER,

Secretary.

1703-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, extending the duration of Ordinance number 37, of the Minimum Wage Commission, relating to establishments manufacturing glass containers, has been approved by Order in Council number 1748, of July 24, 1942.

J. O'CONNELL-MAHER,

Secretary of the Department.

Department of Labour,

Quebec, August 1, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 37

Establishments manufacturing Glass Containers.
Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 37*: Ordinance No. 37 of the Minimum Wage Commission, concerning Establishments manufacturing Glass Containers, dated June 21, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 5, 1940, by Order-in-Council No. 2591, and subsequently amended and renewed, is again renewed until August 1, 1943.

2 *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*.

Fait et daté à Québec, ce vingt-deuxième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-deux.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY.
Le vice-président, " GUSTAVE FRANCO.
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN.

[Sceau]

Copie conforme,

Le secrétaire,

J.-A.-V. AUGER.

1661-o

Passed and dated at Quebec, this twenty-second day of the month of June in the year one thousand nine hundred and forty-two.

(Signed) FERDINAND ROY, President.
" GUS. FRANCO, Vice-President.
" J.-A. BOUTHILLETTE, Members.
" H. LOUDIN.

[Seal]

True copy,

J. A. V. AUGER,

Secretary.

1661-o

Ministère du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, que la constitution et les règlements du comité conjoint de l'industrie de la peinture dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1891 du 30 juillet 1942.

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"*Obligations des employeurs professionnels*: Tout employeur professionnel doit tenir un registre dans lequel sont indiqués les noms, l'âge et la résidence de chaque employé, la durée quotidienne de travail, la nature de tel travail et le salaire payé, soit à la journée, à l'heure, à la pièce ou autrement selon le cas."

"Le comité paritaire a le droit d'obliger tout employeur professionnel à lui transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

"Le comité paritaire, s'il le juge nécessaire ou à propos, peut exiger que ce rapport soit signé par l'employeur ou par un des représentants de l'employeur et appuyé par un affidavit devant un notaire public ou un juge de paix."

Le secrétaire du Travail,

J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,

Québec, le 1er août 1942.

1699-o

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que les règlements du Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1733, du 11 juillet 1941, modifiés par ordre en conseil 1290, du 29 mai 1942, ont été de nouveau modifiés par l'ordre en conseil numéro 1892 du 30 juillet 1942, de la façon suivante:

Les mots "La ville de Rimouski, les municipalités de Notre-Dame du Sacré-Cœur, St-Germain de Rimouski et Rimouski-Est" sont ajoutés à la suite de la municipalité de "Giffard" apparaissant à l'article 23, relatif au certificat de qualification.

Le secrétaire du Travail,

J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,

Québec, ce 1er août, 1942.

1696-o

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Paint Industry, whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 1891 of July 30th 1942.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the following provisions of the by-laws of the said Parity Committee have been declared obligatory:

"*Duties of professional employers*: Every professional employer shall keep a record of the names, ages and places of residence of all employees, the time each day during which such employees have worked, the classification of their work, and the wages paid to them, whether by the day, hour piece or otherwise, as the case may be."

"The Parity Committee has the authority to oblige any professional employer to transmit to him a monthly report in writing giving the names in full and address of each employee in his employ, his competency, the regular and extra hours of labour done each week and the nature of such labour and the wages paid."

"The Parity Committee, if it deems necessary or advisable, may require such reports to be signed by the employer or by an officer of the employer and substantiated by an affidavit before a Notary public or a Commissioner of Oaths."

J. O'CONNELL-MAHER,

Secretary of the Department.

Department of Labour,

Quebec, August 1st, 1942.

1699-o

NOTICE OF MODIFICATION OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, approved by Order in Council number 1733, of July 11, 1941, modified by Order number 1290, of May 29, 1942, have again been modified by Order number 1892 of July 30th 1942, in the following manner:

The words "The town of Rimouski, the municipalities of Notre-Dame du Sacré-Cœur, St-Germain de Rimouski and Rimouski-East" are added after the word "Giffard" mentioned in section 23, relating to the certificate of competency.

J. O'CONNELL-MAHER,

Secretary of the Department.

Department of Labour,

Quebec, August 1, 1942.

1696-o

CORRECTION

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le règlement du prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1751, du 24 juillet 1942, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 juillet 1942 a été corrigé de la façon suivante par l'arrêté en conseil numéro 1894 du 30 juillet 1942.

"Le taux de la cotisation payable par les employeurs professionnels sur les travaux de construction d'immeubles devant servir aux fins de défense nationale, déterminé au paragraphe "c" de la section intitulée "Cotisation", page 2267, doit être de $\frac{1}{4}$ de 1% au lieu de $\frac{1}{2}$ de 1%."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1942. 1697-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal, section du gros, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1879, du 23 juillet 1941, subséquemment prolongé jusqu'au 31 juillet 1942, a été de nouveau prolongé jusqu'au 31 octobre 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 1749, du 24 juillet 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er août 1942. 1698-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2388, du 21 juin 1940 et subséquemment prolongé jusqu'au 31 juillet 1942, a été de nouveau prolongé jusqu'au 31 octobre 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 1750, du 24 juillet 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er août 1942. 1701-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 1464, du 17 juin 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1893 du 30 juillet 1942, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er août 1942 au 1er août 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

CORRECTION

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the levy regulation of the Parity Committee of the Building Trades of the counties of Roberval, Lake St-John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, approved by Order in Council number 1751, of July 24, 1942, and published in the *Quebec Official Gazette* of July 25, 1942, has been corrected in the following manner by Order number 1894 of July 30th 1942.

"The rate of the assessment payable by the professional employers on the construction of buildings for national defence, determined in subsection "c" of the section entitled "Assessments", page 2267, shall be $\frac{1}{4}$ of 1% instead of $\frac{1}{2}$ of 1%."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 1st, 1942. 1697-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Joint Committee of Montreal, wholesale section, authorized by a regulation approved by Order in Council number 1879, of July 23, 1941, subsequently extended until July 31, 1942, has again been extended until October 31, 1942, with the same rate and conditions, by Order number 1749, of July 24, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 1st, 1942. 1698-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, authorized by regulation approved by Order in Council number 2388, of June 21, 1940, and subsequently extended until July 31, 1942, has again been extended until October 31, 1942, with the same rate and conditions, by Order number 1750, of July 24, 1942.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 1st, 1942. 1701-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1464, of June 17, 1942, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1893 of July 30th, 1942, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of August 1942 to the 1st of August 1943 and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1-8 de 1 % des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1-8 de 1 % du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.40 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1-8 de 1 % de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport Financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1942, 31 mars et 30 juin 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du comité conjoint de l'industrie de la peinture, pour la période comprise entre le 1er août 1942 et le 1er août 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE—MONTREAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1942 et le 1er août 1943.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels (1-8 de 1%)	\$ 1,650.00
Cotisation des salariés (1-8 de 1%)	1,650.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Dépenses:

Services du Comité conjoint des Matériaux de construction (12 mois à \$200. par mois)	\$ 2,400.00
Frais légaux	200.00
Auditeur	100.00
Jetons de présence 8 membres à \$5.00 par assemblée \$40.	
12 assemblées à \$40	480.00
Papeterie, taxes, timbres, etc	120.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Le secrétaire du Travail,
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,
Québec, ce 1er août, 1942. 1700-o

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-8 of 1% of the fixed wages, and the percentages paid to their employees.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, 1-8 of 1% of the lowest wage rate established for journeymen, namely \$0.40 per hour (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-8 of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1942, March 31st and June 30th, 1943.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paint Industry for the period comprised between August 1st, 1942 and August 1st, 1943, is annexed thereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY—MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1st, 1942, and August 1st, 1943.

Receipts:

Levies of the professional employers (1-8 of 1%)	\$ 1,650.00
Levies of the employees (1-8 of 1%)	1,650.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

Expenses:

Service of the Building Materials Joint Committee (12 months at \$200 per month)	\$ 2,400.00
Legal charges	200.00
Auditor	100.00
Meeting expenses: 8 members at \$5.00 per meeting \$40. 12 meetings at \$40.	480.00
Stationery, taxes, stamps, etc	120.00
	<u>\$ 3,300.00</u>

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of the Department.

Department of Labour,
Quebec, August 1st, 1942. 1700-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 31

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2287 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2287

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

1707—Concernant l'article 3 de la Loi des produits agricoles.....	2311
1752—Industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal.....	2315
1753—Travailleurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière.....	2315
1754—Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Hull.....	2315
1755—Industrie du fer et du bronze ornemental.....	2316
1756—Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture de la cité de Québec.....	2316
1760—Concernant la soustraction du piquetage et à l'établissement de claims miniers de certains lots du canton de Marlow et du canton de Risborough.....	2313
1761—Concernant le piquetage d'une étendue de terrain dans les comtés de Gaspé-Sud et de Gaspé-Nord.....	2313

1707—Respecting Article 3 of the Act on Agricultural Products.....	2311
1752—Fur industry, wholesale section, district of Montreal.....	2315
1753—Montreal Harbour workers—inland and coastal navigation.....	2315
1754—Barber and hairdresser trades in the city of Hull.....	2315
1755—Ornamental iron and bronze industry.....	2316
1756—Hardware and paint trades in the city of Quebec.....	2316
1760—Respecting the withdrawal from the staking and establishing of mining claims in certain lots of the township of Marlow and the township of Risborough.....	2313
1761—Respecting the staking of a tract of land in the counties of Gaspé-South and Gaspé-North.....	2313

ASSURANCES:

INSURANCES:

Association d'Hospitalisation du Québec.....	2299
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon de Standon.....	2299

Quebec Hospital Service Association....	2299
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Léon de Standon.....	2299

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

A. J. Alexandor Furs Limited.....	2301
Beauharnois Light, Heat and Power Company.....	2300
L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec.....	2301
L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec.....	2302
L'École d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.....	2301
Les Quinze Rapids Improvement Company.....	2301
West India Company Limited.....	2300

A. J. Alexandor Furs Limited.....	2301
Beauharnois Light, Heat and Power Company.....	2300
L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec.....	2301
L'Association des Marchands de Fruits et Légumes en Gros de la Cité de Québec.....	2302
L'École d'Arts et Métiers de Rimouski, Inc.....	2301
Les Quinze Rapids Improvement Company.....	2301
West India Company Limited.....	2300

BUREAUX-CHEF:

CHIEF OFFICES:

A. Leger & Co. Limited.....	2302
The Quinze Rapids Improvement Company.....	2302

A. Leger & Co. Limited.....	2302
The Quinze Rapids Improvement Company.....	2302

CHARTES—ABANDON DE:

CHARTERS—SURRENDER OF:

Administrative and Investment Service Limited.....	2303
Atlas Leather Goods Inc.....	2303
Industrial Publications Inc.....	2302
La Corporation des Agronomes du Québec.....	2303
L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.....	2303
Plastoy Products Inc.....	2303

Administrative and Investment Service Limited.....	2303
Atlas Leather Goods Inc.....	2303
Industrial Publications Inc.....	2302
La Corporation des Agronomes du Québec.....	2303
L'Institut Vaccinal de Montréal, Inc.....	2303
Plastoy Products Inc.....	2303

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Ordonnance N° 27-E-42—Chicoutimi....	2317
Ordonnance N° 36-E-42—Jonquièrre....	2318
Ordonnance N° 47-E-42—Roberval....	2319
Ordonnance N° 62-E-42—Bagotville....	2320
Ordonnance N° 63-E-42—Dolbeau....	2321

Order No. 27-E-42—Chicoutimi.....	2317
Order No. 36-E-42—Jonquièrre.....	2318
Order No. 47-E-42—Roberval.....	2319
Order No. 62-E-42—Bagotville.....	2320
Order No. 63-E-42—Dolbeau.....	2321

Ordonnance N° 67-E-42—St-Joseph d'Alma.....	2322	Order No. 67-E-42—St-Joseph d'Alma.....	2322
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
N° 35 Établissements commerciaux d'alimentation au détail (Cité de Québec et ville de Québec-Ouest).....	2323	No. 35 Retail foodstuffs (City of Quebec and town of Quebec-West).....	2323
N° 37 (Renouvellement) Verreries à bouteilles.....	2327	No. 37 (Renewal) Establishments manufacturing glass containers.....	2327
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:	
Ste-Jeanne-d'Arc, paroisse de.....	2304	Ste-Jeanne d'Arc, parish of.....	2304
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:	
St-Germain-de-Rimouski, ville de.....	2304	St-Germain-de-Rimouski, town of.....	2304
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Colonial Engraving Co., Ltd.....	2288	Colonial Engraving Co., Ltd.....	2288
Corona Slide Fastener, Inc.....	2289	Corona Slide Fastener Inc.....	2289
Henry George School of Social Science..	2289	Henry George School of Social Science..	2289
Marathon Watch Co.....	2290	Marathon Watch Co.....	2290
Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.	2290	Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.	2290
Poulin & Castonguay Limitée—Poulin & Castonguay Limited.....	2291	Poulin & Castonguay Limitée—Poulin & Castonguay Limited.....	2291
Super Cold Products (Canada) Ltd.....	2291	Super Cold Products (Canada) Ltd.....	2291
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Le Café Yvon Robert Ltée Ltd.....	2304	Le Café Yvon Robert Ltée Ltd.....	2304
MINISTÈRE DU TRAVAIL:		DEPARTMENT OF LABOUR:	
Industrie de la construction de Québec...	2328	Construction industry of Quebec.....	2328
Industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay (Correction)...	2329	Construction industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Correction)...	2329
Industrie de la fourrure de Montréal, section du gros.....	2329	Fur industry of Montreal, wholesale section.....	2329
Industrie de la peinture.....	2328	Paint industry.....	2328
Industrie de la peinture.....	2329	Paint industry.....	2329
Navigation cotière et intérieure du port de Montréal.....	2329	Inland and coastal navigation of the Port of Montreal.....	2329
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
MacLennan, Malcolm.....	2305	MacLennan, Malcolm.....	2305
MacLennan, Malcolm.....	2305	MacLennan, Malcolm.....	2305
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Commissaires d'écoles.....	2305	School Commissioners.....	2305
Diverses.....	2305	Miscellaneous.....	2305
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Cour du Banc du Roi, district de Kamouraska.....	2306	Court of King's Bench, district of Kamouraska.....	2306
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Bouchard, Ferdinand <i>et al.</i>	2307	Bouchard, Ferdinand <i>et al.</i>	2307
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Lachine, cité de.....	2292	Lachine, city of.....	2292
Saint-Laurent, ville de.....	2297	Saint Laurent, town of.....	2297
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de.....	2297	Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of.....	2297
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFF'S SALES:	
Abitibi:		Abitibi:	
Bourbeau vs Marquis.....	2308	Bourbeau vs Marquis.....	2308

Arthabaska:		Arthabaska:	
Giguère <i>et vir</i> vs Couture <i>et vir</i>	2308	Giguère <i>et vir</i> vs Couture <i>et vir</i>	2308
Hull:		Hull:	
Geggie vs Gracey	2309	Geggie vs Gracey	2309
Montréal:		Montreal:	
Commissaires d'écoles de la ville de Laprairie vs Rouillier <i>et vir</i>	2309	School Commissioners of the town of Laprairie vs Rouillier <i>et vir</i>	2309
Pontiac:		Pontiac:	
Bellehumeur vs Lachance	2309	Bellehumeur vs Lachance	2309
Québec:		Quebec:	
Cité de Québec vs Thériault <i>et al.</i>	2310	City of Quebec vs Thériault <i>et al.</i>	2310
Rimouski:		Rimouski:	
Lepage vs Gagné	2311	Lepage vs Gagné	2311
1704-o		1704-o	

